

01 – 2023

ÉTUDE

L'extrême droite au sein des parlements européens

– Antoine Bristielle – Ann-Cathrine Jungar
– Eric Miklin – Aurora Mínguez
– Max-Valentin Robert – Sanna Salo
– Wolfgang Schroeder

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG

Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS

Antoine Bristielle est directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès. Il est professeur agrégé de sciences sociales, chercheur en science politique au laboratoire Pacte (Sciences Po-Grenoble).

Ann-Cathrine Jungar est professeure associée à l'université de Södertörn.

Eric Miklin est professeur associé, spécialiste de la politique autrichienne dans une perspective comparative européenne, au département de science politique et de sociologie à l'université de Salzbourg.

Aurora Mínguez est une journaliste espagnole, ancienne correspondante de RNE à Paris et Berlin.

Max-Valentin Robert est docteur en science politique du laboratoire Pacte (Sciences Po-Grenoble) et membre de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès.

Sanna Salo est sociologue, spécialiste de la politique finlandaise, titulaire d'une bourse postdoctorale de l'Académie de Finlande auprès de l'Institut finlandais des affaires internationales.

Wolfgang Schroeder est professeur de science politique à l'université de Kassel et ancien secrétaire d'État au ministère du Travail (2009-2014).

Avant-propos

Les loups sont entrés dans la bergerie. Fort de 89 députés élus lors des dernières élections législatives, le Rassemblement national est devenu le premier groupe d'opposition à l'Assemblée nationale. C'est, pour ce parti d'extrême droite, l'aboutissement provisoire d'une stratégie visant à le positionner comme une force politique normale sur l'échiquier politique français. Face à cette nouvelle donne, il est rapidement apparu que les élus français n'avaient pas de stratégie claire. Pourtant, si la situation est inédite en France, ce n'est pas le cas dans de nombreux pays de l'Union européenne, où la présence d'élus d'extrême droite au sein de parlements nationaux et régionaux, en Autriche, en Suède, en Espagne ou en Allemagne, est déjà ancienne. Quelle lecture faire de l'action des groupes d'extrême droite dans les

différents parlements européens ? Comment les forces démocratiques ont-elles réagi face à leur présence ? Quelles sont leurs stratégies pour contenir et réduire autant que possible leur influence au sein des parlements ?

À travers une série de notes sur les situations en France, en Allemagne, en Espagne, en Autriche, en Finlande et en Suède, la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert proposent un regard européen croisé susceptible de nourrir la réflexion, en France et ailleurs, sur les dilemmes et les choix auxquels les défenseurs de la démocratie font aujourd'hui face, et les enseignements qu'il s'agit de tirer quant à l'évolution de nos pratiques parlementaires.

En France, l’embarras des formations politiques face aux députés RN

– Antoine Bristielle

– Max-Valentin Robert

En France, le second tour des élections législatives de juin 2022 réserva une surprise de taille. Alors que pendant la campagne électorale, les débats et commentaires politiques s’étaient focalisés sur la nouvelle union de la gauche (Nouvelle Union populaire écologique et sociale – Nupes) et sur ses éventuelles possibilités de succès, le Rassemblement national (RN) ne semblait plus faire partie des préoccupations éditoriales. Suite à l’annonce de l’élection à l’Assemblée nationale de 89 députés du Rassemblement national, une question majeure parcourra donc les instances dirigeantes des principales formations partisanes : comment réagir face à cette percée du RN au Palais-Bourbon ?

Rappelons qu’après les élections législatives de 1986, les relations s’avéraient extrêmement tendues entre les élus de la coalition libérale-conservatrice RPR-UDF et ceux du Front national. Par exemple, durant les débats portant sur le vote de confiance accordé au gouvernement Chirac, Jean-Marie Le Pen accusa le nouveau Premier ministre de pratiquer à l’encontre du FN une « espèce d’apartheid politique [...] comme si vous pensiez que nous puissions transmettre le Sida¹ ». Plus récemment, l’élection en 2014 de David Rachline et Stéphane Ravier aux postes de sénateurs suscita de vives tensions au Palais du Luxembourg. Ainsi, la sénatrice Europe Écologie-Les Verts (EE-LV) Esther Benbassa justifia son refus de serrer la main du maire de Fréjus par les déclarations suivantes : « C’est un parti qui déteste ce que

je suis moi, c’est un parti qui est contre le vivre-ensemble, qui attaque les musulmans français, les Français musulmans. C’est un parti qui a ses racines dans les ligues antisémites du XIX^e siècle, et on ne va pas me dire qu’au nom de la démocratie je dois serrer la main. Alors j’aurais dû serrer la main d’Hitler aussi ?² ».

Qu’en est-il de la réaction actuelle des autres partis politiques face à la présence des 89 députés RN ? Contrairement à ce que l’on observait durant les deux dernières décennies, les élections législatives de juin dernier n’ont pas permis au président d’obtenir une majorité absolue à l’Assemblée nationale. Dans ces conditions particulières, le jeu parlementaire prend une importance d’autant plus grande car, d’une part, la majorité présidentielle se trouve dans l’obligation de constituer des alliances pour voter chaque texte de loi – ce qui n’est pas forcément évident au vu de la culture politique française – et, d’autre part, les pouvoirs de blocage des groupes d’opposition se trouvent renforcés.

Pour comprendre l’attitude des autres partis, il est tout d’abord nécessaire d’étudier précisément l’évolution du positionnement adopté par le Rassemblement national (partie I). En effet, d’une part, cette stratégie de dédramatisation est à l’origine des succès électoraux du RN (partie II) et, d’autre part, elle explique en grande partie la réaction des différents partis politiques (partie III).

1. Cité dans « Rétro Législatives. 1986, quand le FN avait un groupe à l’Assemblée nationale », *Paris-Normandie*, 12 mai 2022.

2. Cité dans Sylvain Chazot, « Esther Benbassa justifie son refus de saluer le FN David Rachline : “J’aurais dû serrer la main d’Hitler ?” », *Europe 1*, 3 octobre 2014.

Le Rassemblement national : une longue marche vers la dédiablement

L'histoire du Front national – devenu Rassemblement national en 2018 – a été fréquemment ponctuée par des tentatives de normalisation : pour s'en convaincre, rappelons que la dernière campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen (2007) s'est caractérisée par une tonalité moins extrémiste que les précédentes, au point de revendiquer certains symboles de la culture républicaine, comme en témoigne son discours prononcé à Valmy le 20 septembre 2006¹. Toutefois, ce désir de respectabilité n'a fait que se renforcer après l'accession de Marine Le Pen à la tête du parti lors du congrès de Tours (janvier 2011), qui consacra la défaite des tenants d'une ligne plus radicale rassemblés autour de la candidature de Bruno Gollnisch. La nouvelle direction du FN entreprit donc une entreprise de normalisation discursive – la fameuse « dédiablement », mise en place dans les instances internes du parti par Louis Aliot, ancien compagnon de Marine Le Pen et figure aujourd'hui importante du RN.

Cette nouvelle stratégie se traduit tout d'abord sur le plan mémoriel : Marine Le Pen va jusqu'à désavouer son père en 2014, suite à de nouvelles provocations antisémites de ce dernier, en déclarant que « le Front national condamne de la manière la plus ferme toute forme d'antisémitisme, de quelque nature que ce soit² ». De même, lorsque l'ancien dirigeant du FN réitéra ses propos qualifiant les

chambres à gaz de « détail de l'histoire », Marine Le Pen affirma être « en profond désaccord sur la forme et le fond³ » avec son père, ce qui entraîna son exclusion du parti le 20 août 2015.

Cette stratégie de normalisation se poursuivit ensuite sur une autre thématique : l'Union européenne. Alors que jusqu'en 2017, le FN avait maintenu – et même accentué – une position hostile à l'intégration européenne et à l'euro⁴, le départ de Florian Philippot, alors bras de droit de Marine Le Pen, entraîna une marginalisation des partisans d'une ligne souverainiste « dure ». Cette atténuation idéologique se manifesta pleinement durant la campagne pour les européennes de 2019, durant laquelle sa tête de liste (Jordan Bardella) soutint que « l'Europe, ça peut être aussi quelque chose de bien » et que « pour l'instant, la sortie de l'euro n'est plus une priorité⁵ ». Enfin, et de manière plus contre-intuitive, la candidature du polémiste réactionnaire Éric Zemmour à l'élection présidentielle de 2022 a pu contribuer à accorder au Rassemblement national un surcroît de dédiablement sur un autre type d'enjeux : les questions identitaires. Par effet de contraste, la radicalité du discours zemmourien sur l'islam et l'immigration a pu paradoxalement adoucir l'image du RN dans une partie de l'opinion publique. Pendant la dernière campagne présidentielle, Marine Le Pen semblait d'ailleurs avoir compris l'intérêt qu'elle pouvait tirer de la concurrence menée par l'ancien polémiste, comme l'illustre la déclaration suivante : « Je retrouve chez Éric Zemmour toute une série de chapelles qui, dans l'histoire du Front national, sont venues puis reparties remplies de personnages sulfureux. Il y a les catholiques traditionalistes, les païens et quelques nazis⁶. »

1. Le leader d'extrême droite rendait ainsi hommage aux armées révolutionnaires ayant défait les forces prussiennes, le 20 septembre 1792. Le texte de ce discours est disponible sur le site vie-publique.fr.

2. Cité dans Clara Beaudoux, « Marine Le Pen condamne la "faute politique" de son père », France Info, 8 juin 2014.

3. Cité dans Abel Mestre, « "Détail de l'histoire" : Marine Le Pen en "désaccord profond" avec son père », *Le Monde*, 3 avril 2015.

4. Emmanuelle Reungoat, « Le Front national et l'Union européenne. La radicalisation comme continuité », dans Sylvain Crepon, Alexandre Deze et Nonna Mayer (dir.), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2015, pp. 225-246.

5. Cité dans Danielle Rouquie, « La sortie de l'euro "plus une priorité", selon Bardella (RN) », *Reuters*, 14 janvier 2019.

6. Cité dans « Les équipes de campagne de Valérie Pécresse ont recensé les "sympathies nazies" dans l'entourage d'Éric Zemmour », *Atlantico*, 5 février 2022.

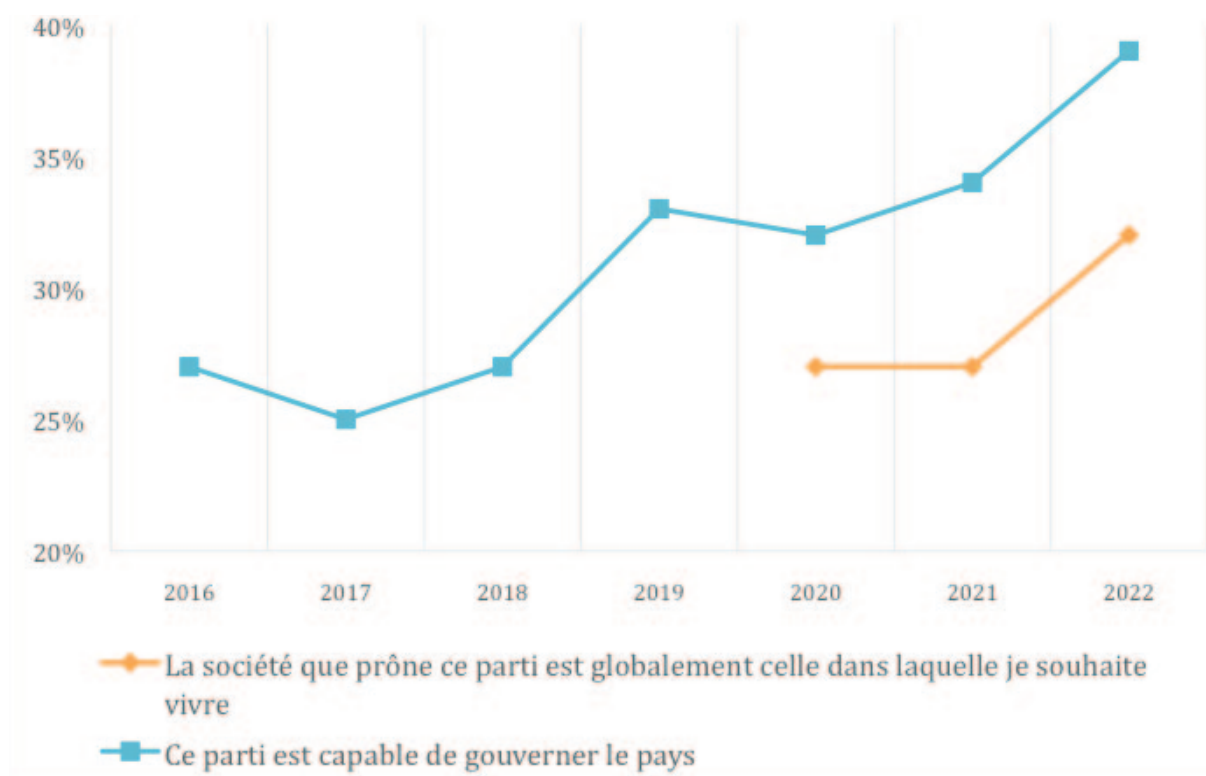
Les succès politiques de cette stratégie de dédramatisation

À n’en pas douter, la stratégie de dédramatisation du Rassemblement national a largement fonctionné d’un point de vue électoral. Lors de la présidentielle de 2002, la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour était analysée comme une sorte d’accident de l’histoire, dû à une multiplicité de facteurs, dont notamment la division de la gauche lors du premier tour. D’ailleurs, la victoire de Jacques Chirac au second tour fut écrasante, avec plus de 82 % des voix. En 2017, la présence de Marine Le Pen au second tour de la présidentielle ne relevait plus de la surprise, tant elle était anticipée depuis de nombreux mois par les instituts de sondages et les observateurs de la vie politique. Néanmoins, la marche demeurait trop haute pour espérer l’emporter lors du second tour, le

« plafond de verre » de l’extrême droite semblant imbrisable. Force est de constater cependant que lors de la présidentielle de 2022, ce plafond de verre s’est légèrement fissuré : pour la deuxième fois de suite, Marine Le Pen était bien au second tour de la présidentielle, mais plus encore, l’écart de voix entre la candidate du Rassemblement national et Emmanuel Macron, qui était de 8 millions en 2017, s’est réduit à 5 millions en 2022.

Si cette dédramatisation produit des effets dans les urnes, elle en impulse également dans l’opinion publique. Disons-le avec force : jamais le Rassemblement national n’a été aussi banalisé aux yeux des Français. Des données longitudinales nous permettent d’illustrer le phénomène. À la question « la société que prône ce parti est globalement celle dans laquelle je souhaite vivre », 32 % des Français répondent favorablement lorsque le RN est mentionné, soit une augmentation de 5 points en l’espace d’un an.

Graphique 1. Évolution des traits d’image positifs associés au Rassemblement national¹

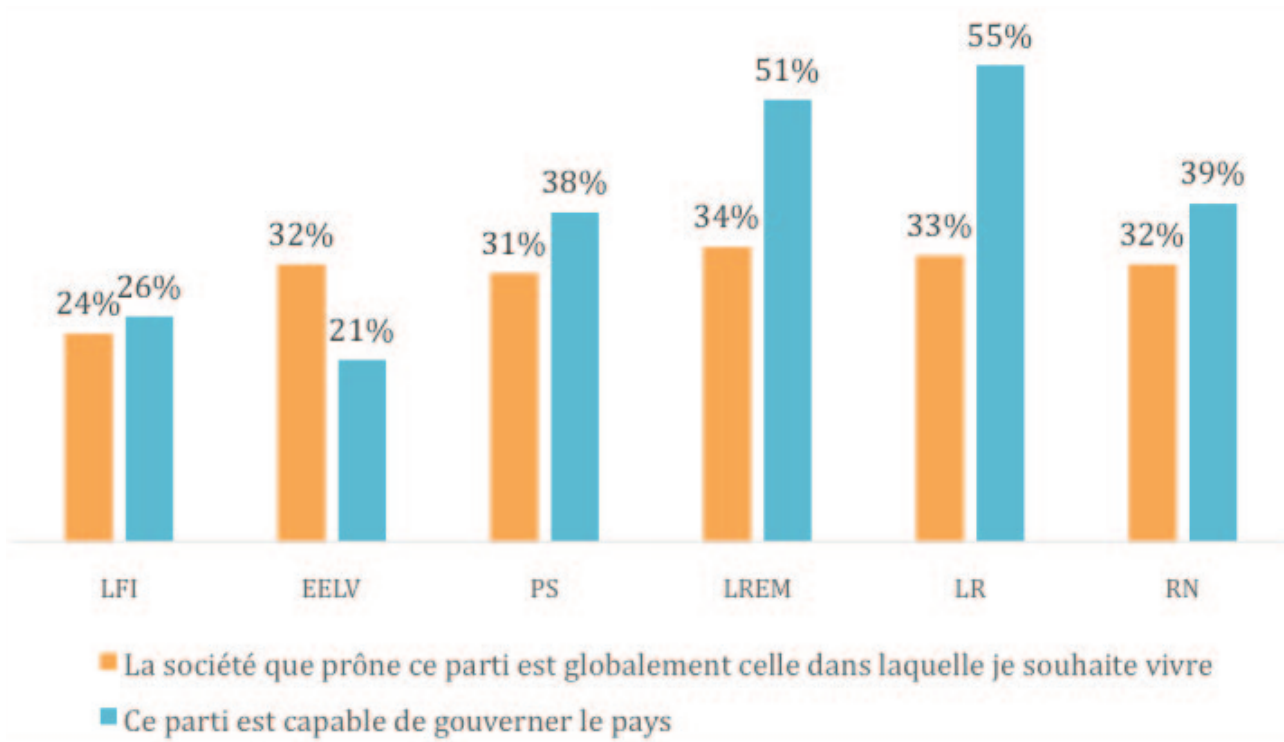


1. Données issues de l’enquête *Fractures françaises*, réalisée par Ipsos Sopra Storia pour la Fondation Jean-Jaurès, le Cevipof et *Le Monde*.

Plus frappant encore, aucun parti ne fait vraiment mieux que le Rassemblement national à ce niveau : LREM n'est en avance que de 2 points par rapport au RN sur cette question. Un autre item est particulièrement évocateur, la capacité du parti à gouverner le pays : 39 % des Français jugent que le RN en est capable, soit une augmentation de 5 points en l'espace d'un an. Par ailleurs, les autres partis et

en particulier les partis de gauche souffrent largement de la comparaison avec le parti d'extrême droite : le RN dépasse très largement La France insoumise (LFI) et EE-LV (de respectivement 13 et 18 points) et vient même supplanter d'un point le Parti socialiste, qui était pourtant aux responsabilités il y a encore sept ans.

Graphique 2. Comparaison des traits d'image positifs associés aux principaux partis politiques français



L'élection, durant les législatives de 2022, de 89 députés RN peut être interprétée comme une conséquence des différentes phases de normalisation discursive précédemment évoquées – même lorsque le parti lui-même n'en était pas à l'initiative. Ce résultat constitue indéniablement un record : pour rappel, les législatives de 1986 – où la proportionnelle était en vigueur – avaient à l'époque représenté un véritable coup de tonnerre politique alors que « seulement » 35 députés frontistes avaient été élus. La législature qui s'est ensuivie fut marquée par de nombreuses provocations émanant des députés FN et, bien évidemment, de Jean-Marie Le Pen lui-même.

Attitude et votes du groupe parlementaire RN depuis juin 2022

Depuis leur succès aux législatives, les nouveaux députés RN ont reçu comme instruction, de la part de la direction de leur parti, d'éviter les provocations et les outrances afin de se présenter comme une opposition respectable. Paradoxalement, nous pouvons constater que ce désir de respectabilisation n'exclut pas nécessairement le recours à une rhétorique brutale contre une partie de leurs opposants. Ainsi, les élus du Rassemblement national ont fréquemment tenté de se présenter comme l'opposition responsable en essayant de pointer du doigt le comportement

présenté comme désinvolte des députés de gauche. Dès le soir du premier tour des législatives, Jordan Bardella accusa la Nupes de vouloir « transformer l’Assemblée nationale en ZAD¹ ». De même, dans la nuit du 21 au 22 juillet 2022, le député Jean-Philippe Tanguy ordonna aux élus de la Nupes de faire « silence, pour la France », et les qualifia de « bouffons rouges du roi Macron »². Parallèlement à cette rhétorique virulente contre la gauche, les nouveaux députés RN ont parfois suscité des polémiques extrêmement vives : à titre d’exemple, citons les controverses que suivirent les déclarations du député José Gonzalez sur l’Algérie française et l’OAS³, ainsi que l’invective de Grégoire de Fournas – « Qu’il retourne en Afrique ! » – alors que s’exprimait l’élus LFI Carlos Martens Bilongo⁴. En dépit de ces épisodes de tension, les députés RN tentèrent de se présenter comme une « opposition modèle », imprégnée de légitimisme et de déférence institutionnelle. Cette attitude est même allée jusqu’au soutien de certains textes émanant de la majorité présidentielle : par exemple, le 22 juillet 2022, les élus du Rassemblement national votèrent en faveur de la loi sur le pouvoir d’achat proposée par le gouvernement⁵.

Mais qu’en est-il de la réaction des autres partis représentés à l’Assemblée nationale ?

L’embarras des formations politiques face à la présence massive du RN à l’Assemblée nationale

À bien des égards, les trois autres blocs politiques (Nupes, majorité présidentielle, LR) se retrouvent

dans une position extrêmement compliquée face à la présence massive du Rassemblement national à l’Assemblée. Stratégiquement, et pour des raisons différentes, tous trois se trouvent sur une ligne de crête, ne sachant pas véritablement quelle position adopter. Ne souhaitant pas modifier les règles du fonctionnement de l’Assemblée nationale pour traiter de manière particulière le parti d’extrême droite, ils doivent ainsi accepter les règles du jeu en présence pour composer avec la présence massive du Rassemblement national au Palais-Bourbon.

La Nupes face à la critique d’être des alliés objectifs du Rassemblement national

Du côté des formations constitutives de la Nupes (Parti socialiste, EE-LV, Parti communiste et La France insoumise), l’attitude majoritaire se structure autour du maintien d’un cordon sanitaire vis-à-vis de la droite radicale, voire d’un plaidoyer pour sa « re-diabolisation ». À titre d’exemple, Sandrine Rousseau affirma le 28 juin 2022 sur son compte Twitter qu’« il est plus que temps de re-diaboliser le RN⁶ ». C’est sur le même réseau social que Louis Boyard justifia, le jour suivant, son refus de saluer les élus du Rassemblement national : « Face à la pandémie de racisme, d’antisémitisme et d’islamophobie, je respecte simplement les gestes barrières⁷. » Le néo-député LFI déplora aussi ce qu’il interprète comme une normalisation croissante de la droite populiste : « Comment ça se fait que ce qui était anormal il y a vingt ans est normal aujourd’hui ? Où sont les hommes et femmes d’État qui, comme Jacques Chirac et Simone Veil, ne composaient jamais ni avec le racisme, ni avec l’antisémitisme ?⁸ »

Néanmoins, si la position initiale pouvait paraître on ne peut plus claire, le jeu parlementaire plaça la Nupes dans une position délicate. L’utilisation de

1. Disponible sur le compte Twitter de Jordan Bardella, 12 juin 2022.

2. Cité dans « “Silence pour la France !” : quand un député RN s’emporte contre la Nupes », TF1 Info, 22 juillet 2022.

3. « Propos du député RN José Gonzalez sur l’Algérie française : “Ce n’est pas un dérapage”, affirme Marine Le Pen », France Info, 29 juin 2022.

4. « “Qu’il(s) retourne(nt) en Afrique” : que s’est-il vraiment dit lors des échanges à l’Assemblée impliquant le député RN Grégoire de Fournas ? », France Info, 4 novembre 2022.

5. Alexandre Rousset, « Pouvoir d’achat : la majorité a pu compter sur le vote des députés LR et RN », *Les Échos*, 22 juillet 2022.

6. Tweet disponible sur le compte Twitter de Sandrine Rousseau, 28 juin 2022.

7. Tweet disponible sur le compte Twitter de Louis Boyard, 29 juin 2022.

8. Cité dans « Le député Nupes Louis Boyard explique pourquoi il ne serre pas la main aux élus du Rassemblement national », *20 minutes*, 29 juin 2022.

l'article 49-3 de la Constitution par le gouvernement Borne pour faire passer le projet de loi budgétaire fut suivie du dépôt d'une motion de censure par les formations de gauche. Mais contrairement à ce que l'on observait jusqu'à présent, le groupe parlementaire du Rassemblement national décida lui aussi de voter cette motion de censure. Dans ces conditions, les ministres et les députés de la majorité présidentielle, ainsi que le président de la République lui-même, montèrent au créneau pour dénoncer ce vote commun. Jean-Luc Mélenchon, leader de La France insoumise, dut même se justifier, en déclarant solennellement qu'il n'y avait « pas d'alliance avec le RN¹ ».

C'est donc dans une conjoncture assez compliquée que se retrouve la Nupes. Si sur le fond et sur la forme, tout est mis en place pour se différencier du Rassemblement national, le fait de constituer les deux groupes d'opposition les plus fournis entraîne une situation où les deux blocs se retrouvent parfois dans le même camp. Cette indécision concernant la façon de se comporter face au Rassemblement national à l'Assemblée s'est par ailleurs matérialisée lors du vote de motions de censure contre le gouvernement. En effet, lorsque le gouvernement ne possède pas de majorité absolue à l'Assemblée, la Constitution lui permet d'utiliser l'article 49-3. Lorsque cet article est utilisé, le texte de loi est automatiquement adopté sans vote à l'Assemblée, mais les parlementaires d'opposition peuvent voter une motion de censure contre le gouvernement. Si celle-ci est adoptée à la majorité absolue, le gouvernement se trouve dans l'obligation de démissionner. Mais le vote de la motion de censure suite à l'utilisation du 49-3 sur le projet de loi budgétaire a donné lieu à une situation inhabituelle : la Nupes et le Rassemblement national ont voté la même motion de censure. Il n'en fallait pas plus pour déclencher l'ire de la majorité présidentielle : les figures de la majorité se sont en effet relayées sur les plateaux de télévision afin de blâmer l'attitude de « désordre » et de « cynisme » de la Nupes, qui se serait compromise avec le Rassemble-

ment national en signant la même motion de censure. L'argument est simple bien que critiquable : une motion de censure n'est pas un contre-projet de gouvernement, le rejet du gouvernement peut être la seule chose qui unit véritablement des partis décidant de voter une motion de censure commune. Pour autant, cet argument semble avoir pesé au sein des instances du Parti socialiste et d'Europe Écologie-Les Verts, qui ont décidé de ne pas signer une autre motion de censure déposée par La France insoumise et votée par les députés du Rassemblement national. La problématique posée par le Rassemblement national fait donc apparaître des lignes de fracture assez nettes au sein de la Nupes.

Les Républicains face à la porosité discursive et idéologique avec le Rassemblement national

Du côté de la droite modérée, la logique du cordon sanitaire a subi une érosion constante depuis les années de l'ancien président Nicolas Sarkozy, et le vote en faveur du FN/RN est ici interprété comme la conséquence d'un supposé non-traitement des problématiques sécuritaires par La République en marche. Un semblable reproche était également adressé au Parti socialiste lorsqu'il exerçait le pouvoir gouvernemental : rappelons qu'en mars 2015, Gérard Darmanin (alors député UMP) avait accusé Christiane Taubira d'être un « tract ambulancier pour le FN »². Cette stratégie était toujours d'actualité durant la campagne présidentielle : le 10 janvier 2022, le compte Twitter des Républicains présenta le premier mandat d'Emmanuel Macron comme ayant été « le quinquennat de l'insécurité³ ». Or, tout indique qu'en ce début de législature, la convergence discursive entre LR et RN demeure à l'ordre du jour : réagissant à la nomination de Pap Ndiaye au poste de ministre de l'Éducation nationale, Gilles Platret accusa l'historien de prôner des théories qui « confinent au wokisme », tandis qu'Éric Ciotti le décrivit comme un « adepte de l'islamo-gauchisme »⁴.

1. Paul Barcelone, « Motion de censure défendue par la Nupes : il n'y a pas eu de réécriture du texte pour obtenir les voix du Rassemblement national », France Info, 27 octobre 2022.

2. Cité dans « Darmanin, Taubira et le "tract ambulancier pour le FN" : la polémique en cinq actes », France Info, 4 mars 2014.

3. Tweet disponible sur le compte Twitter des Républicains, 10 janvier 2022.

4. Cité dans Paul Sugy, « Pap Ndiaye à l'Éducation nationale : la droite fulmine, l'extrême gauche s'incline », *Le Figaro*, 21 mai 2022.

La majorité présidentielle ou la difficile position du « ni-ni »

Du côté de La République en marche, une position de « double cordon sanitaire » semble prévaloir : ainsi, droite radicale et gauche radicale sont chacune renvoyées dos à dos, accusées d’entretenir mutuellement une montée aux extrêmes. Cette approche semble en vigueur depuis la campagne des législatives : en effet, le soir du premier tour, Élisabeth Borne blâma le développement d’« une confusion inédite entre les extrêmes », et annonça que « nous ne céderons rien. Ni d’un côté ni de l’autre¹ ». Ce positionnement légitima un refus de la logique de « front républicain » en cas de duel entre le RN et la Nupes : éliminé au premier tour dans sa circonscription de l’Hérault, le député sortant macroniste Jean-François Eliaou affirma par exemple qu’il se « désintéresse du sort de cette élection entre un extrémiste de gauche et un extrémiste de droite² ».

Plus généralement, le parti présidentiel expliqua vouloir choisir « au cas par cas » de soutenir les candidats Nupes qui seraient au second tour face à un membre du RN, car « certains candidats de la Nupes sont extrêmes : ce sera en fonction de la personnalité de la Nupes qui est qualifiée, notamment si c’est quelqu’un qui a les valeurs de la République³ ». Si cette mise en équivalence se poursuit aujourd’hui jusque dans les colonnes du Palais-Bourbon, elle ne répond toutefois pas à la même logique : alors qu’en contexte électoral, gauche et droite radicales sont rejetées mutuellement au nom de la lutte contre « les extrêmes », l’attitude actuelle des députés LREM semble se caractériser par une relative « ouverture » tant à l’égard de la Nupes que du RN : les deux familles idéologiques sont toujours amalgamées, mais désormais en tant que simples représentantes de l’opposition parlementaire. Une position ayant été expli-

citée par la présidente du groupe Renaissance (Aurore Bergé), qui a justifié cette nouvelle ligne en mentionnant un souci de représentativité politique :

« Ce n’est pas nous qui avons choisi que 89 députés du Rassemblement national aient été élus. [...] Nous, nous sommes élus, ils le sont, de la même manière que les “insoumis” le sont, et je crois que ce qui est important, c’est qu’encore une fois toutes les sensibilités souhaitées et voulues par les Français puissent évidemment être représentées⁴. » Un point de vue également défendu par le chef de file des députés Horizons, parti de centre droit allié de LREM dans le groupe Renaissance (Laurent Marcangeli) : « On ne trace pas une ligne rouge où il y a les bons et mauvais députés⁵. »

Consécutivement à ce positionnement, les députés RN Sébastien Chenu et Hélène Laporte semblent avoir été élus à la vice-présidence de l’Assemblée nationale avec le soutien de votes venus aussi bien de la droite que de LREM : les deux députés RN obtinrent respectivement 290 et 284 voix, ce qui a assuré leur succès dès le premier tour⁶. Cette élection fut vivement critiquée à gauche, le secrétaire national de EE-LV, Julien Bayou, accusant LREM de devenir le « marchepied » de l’extrême droite⁷, et le premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure, affirmant à propos des députés RN que « ce n’est pas parce qu’ils mettent une cravate qu’ils sont devenus respectables⁸ ». Côté RN, cet accès à la vice-présidence fut interprété comme l’occasion de démontrer son légalisme et sa déférence institutionnelle. Sébastien Chenu lui-même déclara : « Les députés du Rassemblement national respectent les institutions dans lesquelles ils évoluent. Ils les respectent par rapport à ceux qui les ont précédés, des éminents parlementaires, mais aussi par rapport aux millions de voix qu’ils représentent, ces millions de voix de Français

1. Cité dans Claire Gatinois, « Législatives 2022 : le camp macroniste se divise sur le front républicain face au RN », *Le Monde*, 14 juin 2022.

2. Cité dans Alexandre Horn, « Législatives : face au Rassemblement national, l’érosion du front républicain », *Libération*, 15 juin 2022.

3. Cité dans « Législatives : en cas de duel Nupes/RN, LREM donnera des consignes de vote “au cas par cas” », *Europe 1*, 12 juin 2022.

4. Déclaration disponible sur <https://youtu.be/N1h3JIZO3X4>.

5. Cité dans Laure Equy, « Vice-présidences de l’Assemblée nationale : dilemmes à LREM, champagne au RN », *Libération*, 29 juin 2022.

6. Jérémie Lamothe, Mariama Darame et Sarah Belouezzane, « À l’Assemblée nationale, l’inexorable normalisation du Rassemblement national après l’obtention de deux vice-présidences », *Le Monde*, 30 juin 2022.

7. Cité dans « Assemblée nationale française : deux députés RN deviennent vice-présidents », *RFI*, 29 juin 2022.

8. Cité dans Laure Equy, « Vice-présidences de l’Assemblée nationale », art. cit., 29 juin 2022.

qui demandent à être entendues. Ils ne demandent pas à ce qu'on se roule par terre, à ce qu'on arrive en dansant¹. »

Au sein du camp présidentiel, une certaine ambivalence demeure toutefois quant au degré de normalisation institutionnelle à accorder au RN. Par exemple, en ce qui concerne l'élection du président de la commission des Finances, l'« insoumis » Éric Coquerel fut élu au troisième tour face à son concurrent RN (Jean-Philippe Tanguy) – scrutin auquel s'abstinrent de participer les députés de la majorité. La réaction du candidat RN ne se fit pas attendre, puisque ce dernier dénonça un acte de « piraterie » émanant de la Nupes², et avait précédemment déclaré que « le parti du peuple, c'est le RN³ » ; renouant ainsi avec un discours classiquement populiste, caractérisé par une prétention à monopoliser la représentation de la société⁴.

En revanche, le gouvernement a procédé à une stratégie d'exclusion spécifique du Rassemblement national – mais aussi de La France insoumise – sur un sujet bien précis : celui de la prise en compte des amendements parlementaires. Ainsi, lors des débats d'octobre dernier autour du projet de loi de finances, le gouvernement a retenu une centaine d'amendements émanant de l'opposition, tout en excluant systématiquement ceux déposés par les deux formations précédemment mentionnées⁵.

Conclusion

C'est le moins que l'on puisse dire : depuis l'entrée massive du Rassemblement national au Palais-Bourbon en juin dernier, le combat contre ce parti a été plus qu'inégal. D'une part, les convergences idéologiques entre les Républicains et la formation de droite radicale sur de nombreux sujets sont mani-

festes, d'autre part, de nombreuses figures de la majorité présidentielle tirent de plus en plus un signe égal entre l'extrême droite et certaines formations de gauche comme La France insoumise, enfin, la gauche se retrouve parfois prise dans une logique de jeu institutionnel l'amenant à se retrouver dans le même camp que le Rassemblement national pour censurer le gouvernement. Pour le dire autrement, la présence massive du Rassemblement national au Palais-Bourbon, dans un contexte d'absence de majorité absolue pour le parti présidentiel, est une épine dans le pied de la plupart des formations politiques, ne sachant pas très bien quelle position adopter par rapport au parti d'extrême droite. L'épisode des motions de censure à la fin du mois d'octobre 2022 a par ailleurs montré à quel point ce défi stratégique pouvait menacer la stabilité de certains blocs politiques comme la Nupes. En outre, la question de l'attitude à adopter face aux élus du Rassemblement national n'est pas sans susciter des divergences internes au sein du camp présidentiel. Une certaine ambivalence demeure en effet quant au degré de normalisation institutionnelle à accorder à la droite radicale. Cette stratégie est notamment contestée par des figures de la macronie issues de la gauche, comme en témoignent les propos de François Patriat, chef de file des sénateurs macronistes (et ancien membre du Parti socialiste) : « Pas question de faire des négociations ou compromis avec le RN. C'est une question de ligne politique⁶. »

Cette banalisation dans la façon dont le RN est traité par les autres partis de gouvernement se couple par ailleurs à la stratégie de dédramatisation engagée depuis plusieurs années par Marine Le Pen et qui se prolonge donc encore à l'Assemblée par des éléments de communication verbale et non verbale (obligation pour les députés RN de porter le costume et la cravate, par exemple).

Cette double dynamique est particulièrement inquiétante. Un récent sondage réalisé par l'institut Ifop

1. Cité dans « Nous ne sommes pas élus pour bloquer la machine », assure Sébastien Chenu », Europe 1, 12 juillet 2022.

2. Cité dans « Éric Coquerel à la tête de la commission des Finances de l'Assemblée », *Challenges*, 30 juin 2022.

3. Cité dans « Commission des finances : "Coquerel veut la transformer en AG de Tolbiac !" Jean-Philippe Tanguy », *Sud Radio*, 29 juin 2022.

4. Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ?*, Paris, Gallimard, coll. « Folio/Essais », 2017 [2016].

5. « 49.3 : Ces amendements que le gouvernement a retenus (ou pas) pour son budget », *Le HuffPost*, 19 octobre 2022.

6. Cité dans François Vignal, « Ces députés LREM prêts à "discuter" avec le RN pour trouver des majorités à l'Assemblée », *Public Sénat*, 21 juin 2022.

refaisant le match de la présidentielle¹ donnait les résultats suivants : aujourd'hui, Marine Le Pen serait en tête au premier tour de la présidentielle avec 30 % des suffrages, soit une augmentation de 6,5 points depuis avril dernier. Au second tour, elle obtiendrait même 47 % des suffrages, se retrouvant ainsi dans la marge d'erreur pour la victoire.

Ne pas abandonner la lutte contre les idées d'extrême droite est donc une nécessité impérieuse. Même si celles-ci se présentent sous un vernis plus accepta-

ble, il ne faut pas être dupe de ce qu'elles véhiculent de manière profonde. Plus encore, il est nécessaire de bien comprendre que le vote RN grandit sur un terrain d'insatisfaction concernant l'état de fonctionnement des institutions politiques actuelles. Répondre à ces préoccupations est essentiel car plus un régime politique est à l'écoute des attentes des représentés, moins la volonté de renverser la table est importante.

1. Même si, bien sûr, un tel sondage ne prend pas en compte les dynamiques de campagne propres à une présidentielle.

En Allemagne, l'AfD entre présence parlementaire et contre-attaques démocratiques

– Wolfgang Schroeder

AfD : identité politique et degré d'extrémisme

L'Alternative pour l'Allemagne (AfD – *Alternative für Deutschland*) évolue dans un contexte politique dans lequel les intérêts, les conflits sociaux, les comportements protestataires et les partis politiques allemands se réorganisent depuis quelques années. Le monde de la recherche identifie l'AfD comme un pôle d'attraction des perdants et des perdantes de la globalisation ou comme l'expression d'une nouvelle ligne de fracture sociale qui trouverait son origine dans une opposition profonde entre le cosmopolitisme et le communautarisme. L'attraction que ce parti exerce parmi certains électeurs s'explique de deux manières : tout d'abord, l'adhésion au parti serait avant tout la manifestation d'une inquiétude généralisée, alimentée par l'amalgame diffus des conséquences négatives de la mondialisation à la fois économique et technologique et de la peur des étrangers. À ces peurs répondraient une nouvelle forme de politique, fondée sur l'émotion, et une posture d'opposition radicale. Ensuite, l'AfD se servirait de cette approche pour diffuser l'idée problématique d'un repli sur les intérêts de la population allemande. L'Union européenne est alors présentée comme une aberration,

à laquelle l'AfD oppose sa conception du nationalisme et de la puissance protectrice de l'État.

L'AfD, parti eurosceptique, a vu le jour le 14 avril 2013. Par une démarche eurosceptique, le parti a tenté de combler un vide thématique et trouve son inspiration dans les diverses formations qui l'ont précédé au début des années 1990. Dès sa création, pourtant, certains de ses membres facilitèrent l'union du parti à des forces de droite et d'extrême droite, notamment autour des thèmes de l'immigration et d'une conception révisionniste de l'histoire allemande. Avant même la crise migratoire de 2015, la question de la future ligne du parti faisait déjà l'objet d'une bataille interne acharnée. En mars 2015, la « déclaration d'Erfurt », publiée sous l'impulsion de Björn Höcke, constitua un événement majeur. Pour la première fois, les projecteurs étaient tournés vers l'aile droite, ce qui lui permit d'exposer en public ses revendications au sein de l'AfD. Le but était d'établir l'AfD comme une force de résistance à l'immobilisme afin d'éviter qu'elle ne se transforme en « un parti technocratique » et qu'elle engage plutôt « un tournant politique radical en Allemagne¹ ». Le congrès du parti à Essen en juillet 2015 « symbolise tout à fait [...] le virage à droite du parti² ». Dès le début, les fédérations d'Allemagne de l'Est exercèrent leur influence sur ce changement de cap à droite. Leur emprise sur

1. Justus Bender, *Was will die AfD?: Eine Partei verändert Deutschland*, Munich, Pantheon Verlag, 2017, p. 102 (« Que veut l'AfD? Un parti qui change l'Allemagne »).

2. Alexander Häusler et Rainer Roeser, *Die rechten ›mut‹ «-Bürger. Entstehung, Entwicklung, Personal & Positionen der Alternative für Deutschland*, Hambourg, VSA Verlag, 2015, p.125 (« Les citoyens «courageux» de droite. Origine, évolution, personnalités et positions de l'Alternative pour l'Allemagne »).

la ligne politique de l'AfD se trouva largement légitimée par les succès électoraux de 2014 dans trois Länder d'Allemagne de l'Est. De manière générale, on peut dire que les multiples querelles internes, parfois extrêmement dures, sont dues à la jeunesse d'un parti en rapide mutation, à un manque d'expérience et de compétence et à l'absence d'un organisme officiel de pilotage. Les tensions au sein de l'AfD sont aussi le résultat de l'alliance de forces modérées et de forces radicales. Bien que dépendant l'une de l'autre pour assurer le succès du parti, elles ne partagent ni les mêmes valeurs, ni les mêmes objectifs, ni les mêmes méthodes.

Avant la fin d'août 2015, le parti perdit environ un cinquième de ses 21 000 membres. Parmi ces derniers, d'anciens cadres comme Bernd Lucke et Hans-Olaf Henkel. Un instant, l'AfD sembla subir le même sort que les autres organisations politiques d'extrême droite avant elle, qui avaient toutes été victimes de guerres internes, et, compte tenu de la rivalité opposant les différentes formations, étaient rapidement tombées dans l'oubli. Dans ce contexte, la « crise migratoire » a constitué un tournant inespéré pour l'AfD. Le futur président du parti Alexander Gauland déclarait alors : « Il est évident que nous devons notre remontée avant tout à la crise migratoire¹. »

Entre 2013 et 2017, l'AfD est entrée dans quatorze parlements régionaux. Lors des élections fédérales de 2017, la liste du parti a même obtenu près de six millions de voix (12,6 %). En 2021, elle a réalisé un score de 10,8 % et totalise environ cinq millions de voix. À l'évidence, cet essor apparaît comme la conséquence de son orientation droitiste. Les positions modérées au sein du parti ne sont que faiblement représentées. Cette évolution entraîne les démissions de l'ancienne présidente, Frauke Petry (2017) et de Jörg Meuthen (2021).

L'AfD est dès lors considérée comme un parti populiste de droite, dont les positions et les réseaux sont en partie liés à l'extrême droite. Afin d'exercer une pression maximum sur le système politique, le parti mise sur les divisions et les clivages sociaux existants. La doctrine de l'AfD est celle d'une d'opposition au

pluralisme. Par ses idées et sa conception du monde, le parti cherche à établir un clivage entre la population et l'establishment, d'une part, et entre les Allemands et les étrangers, d'autre part. L'AfD se fait pourtant le chantre d'une « véritable » liberté d'expression. Loin de défendre une meilleure prise en compte de toutes les opinions, le parti cherche pourtant davantage à renforcer et à normaliser la présence et l'influence des positions de droite dans le débat public.

Alors qu'à ses débuts, l'AfD paraissait tirer sa force de sa seule opposition à l'Union européenne, les mutations en son sein l'ont conduite à établir un lien simpliste entre les différents sujets politiques. À cette fin, l'AfD traite les thématiques de la politique européenne et migratoire, de la sécurité ou de la politique familiale et sociale d'inspiration conservatrice sous l'angle de l'émotion et de la radicalité. Les sujets politiques, économiques et sociaux intéressent l'AfD lorsqu'ils peuvent attiser les peurs, les craintes et susciter des émotions. Elle met l'accent sur des émotions et des sujets clivants. En opérant ainsi, elle considère qu'elle est la seule force d'opposition et l'unique porte-parole d'une volonté populaire prétendument unifiée. L'AfD prétend ainsi répondre au sentiment d'une partie de la population, qui ne se sent représentée par aucun parti politique traditionnel.

Sa présence dans les différentes assemblées aux niveaux régional et national n'aggrave pas seulement la rivalité entre les partis. Elle complique aussi la recherche de compromis et divise plus encore la société en proposant des solutions simplistes aux problèmes qui se posent. En cela, l'AfD est le reflet des contradictions profondes et des mutations récentes de la société. Celles-ci lui permettent de s'associer aux colères et aux inégalités qu'éprouvent certaines parties de la population. Sur le plan politique, l'AfD se démarque des autres partis par ses dérapages contre le pluralisme. Elle apparaît comme le creuset politique de diverses tendances visant à faire voler en éclat le système, faisant d'elle un parti qui menace la démocratie et tente de torpiller les bases

1. « Parteivize Gauland wertet Flüchtlingskrise als Geschenk », *Frankfurter Allgemeine*, 2015 (« Alexander Gauland, vice-président du parti, considère que la crise migratoire est une aubaine »).

constitutionnelles du système politique. À cette fin, elle s'appuie sur des pratiques politiques populistes et sur des thèses réactionnaires (anti-égalitarisme, nationalisme ethnique, anti-genre, négation du pluralisme culturel et des droits humains).

L'AfD demeure le réceptacle d'un mécontentement politique et social se faisant jour sous diverses formes. Elle rassemble des sympathisants de différents mouvements politiques : les partis conservateurs qui ne s'estiment plus représentés par la CDU et le FDP, les courants identitaires et les groupuscules d'extrême droite, certains électeurs déçus par la gauche (Die Linke) et la social-démocratie (SPD) et des adeptes du mouvement Pegida, qui organise depuis fin 2014 des manifestations contre « l'islamisation de l'Allemagne ». Il est frappant de constater à quel point ces différentes mouvances sont parvenues à fusionner entre elles au sein d'un même parti. Cette fusion a eu lieu sans rupture totale avec les mouvements initiaux. À ce jour, l'AfD réunit à la fois la structure d'un mouvement et des éléments constitutifs d'un parti politique classique, basé sur une organisation constituée d'adhérents et de cadres. Cette double nature fait d'elle une formation semblable à tous les partis populistes¹.

L'AfD au Parlement allemand (Bundestag) et dans les parlements régionaux

Depuis l'entrée de l'AfD au Bundestag en 2017, la communication s'est détériorée au Parlement. C'est que l'AfD cherche avant tout à diviser, créer la polémique et à électriser les débats politiques. Loin de seulement défendre ses positions, le groupe de l'AfD

cherche à nuire aux partis établis et à délégitimer le pluralisme démocratique². L'AfD cherche notamment à discréditer les interventions des députés des autres partis en les tournant en dérision. « Au Bundestag, la raillerie est une arme qui permet de se distinguer, de s'exhiber et d'humilier un adversaire. Les arguments d'autrui sont tournés en dérision et ridiculisés. L'AfD use de la raillerie plus souvent que les autres partis : c'est une arme pour marquer sa différence, se mettre en valeur et rabaisser ses adversaires³. »

Les thèmes de prédilections de l'AfD sont :

- le traitement des étrangers et l'immigration : au Parlement, l'AfD veut se faire l'écho des peurs ressenties par les citoyens. Elle établit, à cette fin, un lien entre le thème récurrent de l'immigration et d'autres, comme l'aide au développement. Dans une proposition de loi, elle a ainsi réclamé l'arrêt de l'aide au développement octroyée à de nombreux États. Son objectif principal reste toutefois l'expulsion des immigrés et l'arrêt du financement de l'aide privée aux réfugiés. Les partisans de l'AfD critiquent aussi régulièrement l'Islam et font des membres de la communauté musulmane les responsables de l'antisémitisme en Allemagne⁴ ;
- sécurité : l'AfD dénonce la menace présumée que constitueraient les islamistes radicalisés et les étrangers. Pour elle, c'est toutefois l'extrémisme de gauche qui constitue le plus grand danger pour l'Allemagne. L'AfD demande le retrait de l'armée allemande des missions en cours à l'étranger ;
- politique européenne et Union européenne : cheval de bataille de l'AfD depuis ses débuts, la position eurosceptique du parti s'est renforcée au fil du temps. Elle réclame aujourd'hui la sortie de l'Allemagne de l'Union européenne et sa dissolution. Elle rejette donc l'euro et aspire à un retour

1. Voir Wolfgang Schroeder, Bernhard Wessels, Christian Neusser et Alexander Berzel, *Parlamentarische Praxis der AfD in deutschen Landesparlamenten*, Berlin, Wissenschaftszentrum Berlin für Sozialforschung, 2017 (« Pratique parlementaire de l'AfD dans les parlements régionaux allemands »).

2. Voir Fedor Ruhose, *Die AfD im deutschen Bundestag: Zum Umgang mit einem neuen politischen Akteur*, Wiesbaden, Springer VS, 2019, p. 11 (« L'AfD au Bundestag ou comment gérer un nouvel acteur politique »).

3. Brunner et al., cité par Anna-Sophie Heinze, « Zum schwierigen Umgang mit der AfD in den Parlamenten: Arbeitsweise, Reaktionen, Effekte », *Zeitschrift für Politikwissenschaft*, vol. 31, 2021, p. 145 (« De la gestion difficile de l'AfD aux Parlements : mode opératoire, réactions, impacts »).

4. Voir PlPr. 19/102 : 12 483, cité par Fedor Ruhose, *Die AfD im deutschen Bundestag: Zum Umgang mit einem neuen politischen Akteur*, Wiesbaden, Springer VS, 2019.

au mark. Au registre de ses revendications contradictoires, l'AfD souhaite malgré tout conserver une structure comme l'Union européenne en matière économique ;

- changement climatique : pour l'AfD, la protection de l'environnement est mise en place pour des motifs idéologiques. En conséquence, elle rejette la transition énergétique et exige la préservation des emplois dans le secteur des énergies fossiles. Niant l'influence néfaste des émissions de CO₂, elle réclame l'annulation de l'accord de Paris sur le climat de 2015.

Outre ces thèmes principaux, l'AfD se concentre sur des sujets susceptibles de générer toutes sortes de peurs. À ceux-ci s'ajoutent des thèmes transversaux comme la critique des élites, la conception populiste de la démocratie, la lutte contre « l'idéologie du genre » et une approche nationaliste et ethniciste du travail de mémoire.

Idéologiquement, l'AfD s'affiche, dans les assemblées régionales et au Bundestag, comme un parti d'opposition. Le rôle de l'opposition au Bundestag est de contrôler le gouvernement et de dénoncer ses faiblesses. Dans la pratique parlementaire (essentiellement lors des débats en séance plénière), l'AfD accumule les provocations, qui sont mises en scène par différents moyens dans les médias. Elle use largement de l'interpellation pour perturber les autres députés. Alors que la 18^e législature du Bundestag n'enregistrait que deux rappels à l'ordre, la 19^e (où l'AfD était présente pour la première fois au Bundestag) en a connu 49, dont 32 imputables à cette formation.

L'AfD perturbe régulièrement l'assemblée en ciblant les orateurs des autres formations. Son but : provoquer chez eux des déclarations prononcées sous le coup de l'émotion et renforcer la présence de ses députés sur les réseaux sociaux et dans l'espace mé-

diatique. Ce procédé offre aux députés une tribune destinée à leurs sympathisants, dont l'objectif est de mettre en scène leurs différends avec les autres groupes, de s'ériger en « victimes » des « partis établis » qui les tiendraient à l'écart et d'augmenter leur exposition médiatique¹. Pourtant, ces derniers ne font pas preuve de la même motivation dès lors qu'il s'agit de formuler des propositions susceptibles de résoudre les problèmes actuels dans le cadre des moyens dont ils disposent actuellement².

Outre les discours en séance plénière, il existe au Parlement divers instruments de contrôle et d'expression. Les propositions de loi sont un dispositif essentiel. Même si les propositions de l'AfD ne sont reprises ni par les groupes parlementaires du gouvernement, ni par les partis de l'opposition, elles permettent au parti de promouvoir ses idées et de se positionner comme une alternative politique³.

Dans l'absolu, les assemblées allemandes se distinguent moins par le rôle qu'elles jouent en ce qui concerne les débats en séance plénière que par celui des commissions parlementaires, sur lesquelles repose le travail législatif. Depuis sa présence dans les Parlements, l'AfD accorde peu d'importance au travail en commission. À l'occasion des 34 auditions d'experts réalisées pendant la 19^e législature, l'AfD n'a nommé que neuf fois un expert ou une experte issu de ses propres rangs. L'AfD ne s'intéresse qu'aux sujets susceptibles de provoquer des débats publics.

Le travail en commissions, qui fonctionne à huis clos, ne présentant aucun intérêt stratégique pour elle, l'AfD cherche à réformer ce format de travail pour le rendre public. Au sein des parlements régionaux, elle a ainsi plusieurs fois réclamé plus de transparence dans le travail des commissions. Elle a ainsi souvent pris parti pour que les commissions soient publiques, ce que les divers règlements intérieurs des parlements régionaux ne prévoient généralement pas⁴.

1. Voir Wolfgang Schroeder, Bernhard Wessels et Alexander Berzel, « Die AfD in den Landtagen : Bipolarität als Struktur und Strategie - zwischen Parlaments- und „Bewegungs“-Orientierung », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, vol. 49, n°1, 2018, p. 99 (« L'AfD dans les parlements régionaux : la bipolarisation comme structure et stratégie – entre orientation parlementaire et orientation tournée vers le “mouvement” »).

2. Anna-Sophie Heinze, « Zum schwierigen Umgang mit der AfD in den Parlamenten: Arbeitsweise, Reaktionen, Effekte », *Zeitschrift für Politikwissenschaft*, vol. 31, 2021, p. 146 (« De la gestion difficile de l'AfD aux Parlements : mode opératoire, réactions, impacts »).

3. Voir Martin Sebaldt, « Innovation durch Opposition: Das Beispiel des Deutschen Bundestages (1947-1987) », *Zeitschrift für Parlamentsfragen*, vol. 23, n°2, 1992, pp. 238-265 (« L'innovation par l'opposition : l'exemple du Bundestag »).

4. Voir Wolfgang Schroeder, Bernhard Wessels, Christian Neusser et Alexander Berzel, *Parlamentarische Praxis der AfD in deutschen Landesparlamenten*, op. cit., 2017, p. 19.

Le travail parlementaire de l'AfD se caractérise de la manière suivante :

- l'AfD est active en séance plénière et très discrète en commissions : les groupes de l'AfD ne refusent pas de collaborer en séance plénière, qui constitue plutôt à leurs yeux une tribune grâce à laquelle ils peuvent s'adresser à leur base. La situation est différente dans les commissions, au sein desquelles les députés se font discrets, lorsqu'ils ne sont pas carrément absents ;
- l'AfD investit dans la mise en scène par l'image et utilise les réseaux sociaux comme supports privilégiés de communication : le parti a développé des compétences hors pair en matière de communication numérique. L'objectif est de renforcer leur présence dans les réseaux sociaux et les journaux en ligne, qui sont les médias les plus consommés par leurs sympathisants. Grâce à des images comme celles montrant l'hémicycle désert avant le début de la séance, l'AfD cherche à saper la crédibilité des institutions démocratiques. Les provocations au Parlement constituent aussi une tactique essentielle. Elle en use à dessein, car rien ne contribue plus à assurer sa légitimité que de montrer les réactions négatives qu'ont les formations politiques dites « établies » à son égard ;
- l'AfD mise sur la partialité, le dénigrement, l'affichage d'une façade de respectabilité et la polarisation : son discours est basé sur la partialité (positions politiques simplistes), le dénigrement (de la culture politique démocratique), des efforts de présentation visant à lui donner une image plus acceptable (en s'affichant comme un parti bourgeois et conservateur) et une approche polarisante (les gens « d'en haut » contre ceux « d'en bas », le peuple contre les élites).

Les réactions des forces démocratiques

Les marges de manœuvre dont dispose l'AfD sont intimement liées à la manière dont les autres partis politiques agissent. Au-delà du débat de fond, trois formes de ripostes se dégagent.

Premièrement, la stratégie de l'indifférence. Cette stratégie consiste à ne pas répondre directement et en public aux provocations de l'AfD, étant entendu que ces provocations ont justement pour vocation de susciter des réactions qui amplifient l'attention médiatique accordée au parti. L'objectif est également d'éviter tout effet de victimisation dont l'AfD est coutumière. Des accords précis veulent qu'un seul député ou qu'une seule députée réagisse aux textes de loi proposés par l'AfD au Bundestag, afin de limiter l'écho donné à l'AfD¹.

Deuxièmement, la stratégie d'exclusion coordonnée et tacite. Elle consiste à n'élire aucun député de l'AfD à des postes auxquels le parti pourrait prétendre, comme le poste de vice-président du Parlement. Même si l'AfD a le droit de nommer certains de ses membres à des postes et à des fonctions parlementaires, elle ne peut cependant pas les imposer. Les autres partis considèrent en effet que les compétences personnelles (comme la biographie politique) sont un critère décisif pour décider si un candidat est apte à la tâche qu'il devra assumer en commission. À l'échelle des Länder, cette méthode a souvent conduit à multiplier les tours de scrutin. Cette stratégie vise surtout les postes exposés et essentiels pour la sécurité (vice-président du Parlement, postes dans les commissions de contrôle parlementaire, etc.). Dans le Land du Brandebourg, par exemple, les candidatures de l'AfD à la commission de contrôle parlementaire furent rejetées. En effet, avant que l'AfD ne fasse son entrée au parlement régional, il fut décidé que les membres de cette commission ne

1. *Ibid.*, p. 52.

devaient pas avoir eu de lien avec l'extrême droite par le passé¹.

Un accord tacite qui date de la République de Weimar stipule que le président ou la présidente du Bundestag est désigné par le groupe parlementaire le plus important (voir § 2, al. 1 du règlement intérieur du Bundestag). En complément, chaque groupe politique désigne au moins un vice-président ou une vice-présidente (§ 2, al. 2-3). Malgré cette disposition, l'idée d'intégrer à la présidence des députés issus de nouveaux groupes parlementaires se heurte à une forte résistance. Ce fut le cas pour les Verts. Entrés pour la première fois au Bundestag en 1983, ils ont dû patienter jusqu'en 1994 pour qu'une vice-présidente issue de leur groupe soit élue. La situation fut similaire pour le PDS/Parti de gauche. Arrivé pour la première fois au Bundestag en 1991, le parti n'obtint la vice-présidence qu'en 2006. Ce scénario se répéta lorsque l'AfD entra au Bundestag en 2017. Tous les candidats proposés par le groupe parlementaire de l'AfD ont été jusqu'à présent rejetés par une nette majorité après plusieurs tours de scrutin. C'est la raison pour laquelle il n'y a eu que six vice-présidents au lieu des sept prévus initialement.

La troisième stratégie vise l'exclusion juridique formelle, en modifiant par exemple les clauses du règlement intérieur de manière à limiter la marge de manœuvre de l'AfD. La modification du règlement intérieur de mars 2017 constitue un exemple d'exclusion juridique formelle. Elle concerne le doyen ou la doyenne du Parlement, qui préside, jusqu'à l'élection du président, la séance d'ouverture du Bundestag. Si, jusqu'en mars 2017, l'âge constituait le critère d'attribution de cette fonction, c'est l'ancienneté parlementaire qui est devenue le critère déterminant. L'objectif de cette mesure fut d'éviter qu'un député de l'AfD n'ouvre la 19^e session du Bundestag. Cette nouvelle réglementation suscita une controverse au Parlement et dans l'opinion publique. Des modifications de règlement furent également appliquées à l'échelle des parlements régionaux². C'est ainsi qu'en 2016, on modifia le règlement intérieur du Parlement

de Rhénanie-Palatinat. Le nombre de vice-présidents du Parlement passa de trois à deux. La modification de la taille des commissions permanentes au sein du Parlement va dans le même sens. Les plus petits partis ne disposent plus que d'un siège dans chaque commission. Les tentatives menées par l'AfD pour contester ces changements devant la Cour constitutionnelle du Land ont toutes échoué.

L'élection de Thomas Kemmerich, député du FDP, avec les voix du groupe de l'AfD, au poste de ministre-président de Thuringe le 5 février 2020, constitue une entorse à cette ligne de conduite. Lors du troisième tour, le député du FDP l'emporta contre Bodo Ramelow, le ministre-président sortant de gauche. Cette élection fit scandale. Pour la première fois, les voix de l'AfD permirent l'élection d'un ministre-président. Sous l'effet d'une vague de critiques et d'indignations, qui a été portée par la chancelière allemande Angela Merkel elle-même, Thomas Kemmerich dut démissionner trois jours après son élection. Suite à cet événement, les partis démocratiques conclurent un accord tacite stipulant qu'ils ne pourraient voter avec l'AfD qu'à la condition d'atteindre une majorité sans dépendre des voix de celle-ci.

Synthèse

La coexistence d'une logique de parti et d'une logique de mouvement politique fait en partie la force de l'AfD. Toutefois, la grande disparité des tendances en son sein, et tout particulièrement les luttes internes entre des membres tournés vers la représentation parlementaire et d'autres tournés vers une logique de mouvement politique, est potentiellement source d'importants conflits. Les membres du parti acquis à l'idée de la représentation parlementaire veulent occuper durablement une place à la droite de la CDU/CSU. Selon Giovanni Sartori³, cette position pourrait leur permettre d'exercer non seulement un

1. *Ibid.*

2. Anna-Sophie Heinze, art. cit., pp.154-156.

3. Giovanni Sartori, *Parties and party systems: a framework for analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976 (« Partis et systèmes de partis : éléments d'analyse »).

chantage sur la CDU/CSU, mais aussi de s'allier à elle pour former une coalition. Les membres de l'AfD acquis à l'idée du mouvement politique s'inscrivent dans l'esprit d'un mouvement social¹. Ils ne souhaitent pas former d'alliances avec les autres partis. Ils préfèrent user du chantage comme levier dans la rivalité entre les partis. La critique des élites, cheval de bataille de l'AfD (« nous contre ceux d'en haut »), réunit ces différents courants. En matière de politique sociale, le parti réclame la limitation de l'immigration, soutient une culture nationale unitaire et défend une politique de la famille traditionnelle et des positions conservatrices sur les questions de genre. S'agissant de la démocratie, l'AfD adopte une position très hostile vis-à-vis du rôle dominant des partis dans la pratique du pouvoir. En défendant la démocratie directe, elle suit une ligne politique similaire à celle d'autres formations européennes de droite populiste.

L'Office fédéral de protection de la Constitution a classé l'AfD (à l'échelon fédéral et régional) comme un parti pouvant légalement faire l'objet d'une surveillance accrue des services de renseignement. Cette décision est motivée par les déclarations des principaux membres du parti et les liens manifestes de nombreux députés et responsables de haut rang avec les réseaux d'extrême droite. En outre, l'AfD peine de plus en plus à se démarquer des acteurs d'extrême droite et à se soumettre sérieusement aux règles de protection de la Constitution. La nouvelle classification de l'AfD ne permet pourtant pas d'identifier parfaitement la véritable nature de ce parti. Dans l'hypothèse où l'AfD ne serait pas un parti d'extrême droite comparable au NSDAP (Parti national-

socialiste des travailleurs allemands) – option restant tout à fait plausible – ne serait-elle qu'une sorte de CDU telle qu'elle se présentait avant son processus de modernisation réalisé dans les années 1980 ? Ou bien l'AfD est-elle encore autre chose ? Le cas échéant, comment la définir ?

La riposte démocratique des autres partis est rendue compliquée par les performances électorales de l'AfD, qui sont importantes pour un jeune parti, et par l'attrait qu'elle exerce, non seulement sur les abstentionnistes, mais aussi sur d'anciens électeurs déçus de la CDU du FDP, et du parti Die Linke (« La Gauche »), qui déclarent être insatisfaits par la politique menée par les partis « établis ». Au fil du temps, la réponse apportée au défi posé par l'AfD se veut plus ciblée, mieux coordonnée et finit par s'inscrire dans des pratiques politiques bien rodées. La manière dont sont gérées les provocations et les escalades verbales de l'AfD participe d'un processus d'apprentissage réel. Son mode opératoire reste néanmoins un défi pour les acteurs des partis « établis ».

Références bibliographiques complémentaires

kf/dpa, « Thüringen-Wahl: Was ist passiert? Eklat um die Ministerpräsidenten-Wahl », merkur, 2020 (« Élections en Thuringe. Que s'est-il passé ? Coup d'éclat autour de l'élection du ministre-président »).

Wolfgang Schroeder et Florian Grotz, *Das politische System der Bundesrepublik Deutschland*, Wiesbaden, Springer VS, 2021 (« Le système politique de la République fédérale d'Allemagne »).

1. Voir Dieter Rucht, « Zum Verhältnis von sozialen Bewegungen und politischen Parteien », *Journal für angewandte Sozialforschung*, 1987, pp. 297-313 (« De la relation entre les mouvements sociaux et les partis politiques »).

En Espagne, la question du cordon sanitaire autour de Vox¹

– Aurora Mínguez

Il y a encore une dizaine d'années, l'extrême droite en Espagne semblait ne pas avoir droit de cité, contrairement à d'autres pays européens. Les nostalgiques du franquisme et les sympathisants des partis Fuerza Nueva (1976-1982) et Frente Nacional (1986-1993) s'étaient rangés, en effet, derrière le parti conservateur Alianza Popular, devenu depuis le Partido Popular (PP).

Or, l'évolution de ce dernier vers le centre et l'essor du nationalisme catalan en 2017 ont donné des ailes au parti politique Vox. Enregistré officiellement le 7 décembre 2013, ce parti est devenu, en neuf ans à peine, la troisième force politique du Congrès des députés (Assemblée nationale), avec 52 élus et 15,21 % des voix. Depuis le printemps dernier, le parti gouverne en coalition avec le Parti populaire dans la région de Castille-León et siège également dans les parlements de plusieurs communautés autonomes, dont celle de Madrid. Enfin, 42 % des citoyens estiment qu'il s'agit d'un parti comme les autres et qu'un cordon sanitaire n'est pas nécessaire. Voilà peut-être le point le plus préoccupant.

Brève histoire de Vox

La genèse de ce jeune parti coïncide avec le parcours de son créateur, Santiago Abascal (Bilbao, 1976). Homme politique basque, militant au Partido Popu-

lar, Santiago Abascal et sa famille ont vécu pendant des années sous la menace terroriste d'ETA, l'organisation indépendantiste terroriste basque. Santiago Abascal fait son entrée dans la politique régionale basque sous la bannière du Partido Popular. Sous le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero, il occupe des fonctions importantes dans la communauté autonome (région) de Madrid grâce à son amitié avec Esperanza Aguirre, une femme politique aussi célèbre qu'influente. En 2013, Santiago Abascal décide de quitter le PP, le jugeant désormais trop « centriste » et de plus en plus éloigné de ses racines conservatrices.

Le parti Vox est fondé le 8 mars 2014, quelques mois après son inscription dans les registres officiels des partis politiques. Ses sources de financement proviennent des partisans du Conseil national de la résistance iranienne, une faction d'opposition au régime de Téhéran – le parti ne s'en cache pas. Il a bénéficié ensuite d'autres sources de financement, notamment *via* la fondation Francisco Franco et le lobby conservateur Hazte oír (« Fais-toi entendre »)² financé par de nombreux dons privés et anonymes ainsi que par de grandes fortunes d'Espagne partageant son idéologie et sa vision de la famille et de la liberté.

Vox se présente comme un parti libéral-conservateur, nationaliste espagnol, régénérateur (dans un contexte où la corruption politique va bon train), opposé au système des communautés autonomes de l'État espagnol et à l'article VIII de la Constitution qui les

1. Traduction de Pascal Roy, Voxeurop.

2. « ¿Qué es HazteOír? », Citizengo.org

protège. Selon l'analyste politique José Antonio Zarzalejos, Vox représente l'extrême droite espagnole, « un néofalangisme inspiré du néofascisme, teinté d'une morale ultra-catholique. Il rassemble des catégories sociales diverses, constituées de personnes en colère, comme les défenseurs de la tauromachie ou les chasseurs. Autrement dit, le reliquat du franquisme en Espagne¹ ».

Vox s'est présenté, sans succès, aux élections européennes de 2014 et aux élections régionales d'Andalousie (2015), une communauté autonome durement touchée par le chômage, participant ainsi pour la première fois au scrutin d'une communauté autonome en Espagne. Mais le parti prend un tournant décisif en 2017, lors de la forte poussée du mouvement indépendantiste catalan. Il saisit cette occasion pour se présenter comme le défenseur de l'unité de l'Espagne que Barcelone mettrait en danger avec des velléités de sécession illégales.

Après s'être implanté dans l'ensemble du territoire national et à la suite de différents succès électoraux au cours des quatre dernières années, Vox a affiné son programme. Il se décrit comme « un parti d'extrême nécessité », « le parti du sens commun et de l'Espagne vivante », qui se fait l'écho de « la voix de la rue ». Ce programme s'appuie sur plusieurs axes fondamentaux :

- la défense de l'Espagne, de la famille et de la vie (autrement dit, opposition aux communautés autonomes, au mariage homosexuel et à l'avortement) ;
- la réduction de la taille de l'État (suppression des parlements et des fonctionnaires régionaux) ;
- la garantie d'une égalité entre les Espagnols (opposition aux privilèges fiscaux ou politiques du Pays basque, de Navarre ou de la Catalogne) ;
- le respect de la vie privée des citoyens par le gouvernement (liberté d'éducation assortie de privilèges pour l'enseignement privé et catholique).

Malgré la fin des actes terroristes d'ETA en Espagne, Vox s'est érigé en défenseur des victimes du terrorisme (réparties entre plusieurs organisations) et ne

tolère aucune mesure de clémence en faveur des prisonniers condamnés pour ce chef d'accusation. Le parti accuse Pedro Sánchez de négocier avec Bildu, un parti héritier d'ETA. En effet, le chef de gouvernement n'ayant pas obtenu la majorité absolue aux dernières élections, il a été contraint de s'appuyer sur différentes formations minoritaires, basques et catalanes, pour mener à bien ses projets et faire adopter ses lois.

Dans ses rapports avec la presse, qu'il considère fondamentalement mensongère et hostile à son égard, Vox adopte la même ligne de conduite que Donald Trump ou Viktor Orbán : il censure les médias les plus critiques, notamment les journalistes du groupe Prisa, qui englobe le quotidien *El País* et la radio Cadena SER, leader d'audience. Les réseaux sociaux, où la rigueur journalistique et les critiques brillent par leur absence, lui servent de caisse de résonance. Le parti dispose également de son propre média numérique – *La Gaceta de la Iberosfera* – et peut s'appuyer sur quelques chaînes de radio et de télévision, proches de ses idées quoique très minoritaires (13Tv, EL Toro TV, Esradio).

Dans les derniers sondages, Vox chute en raison du glissement à droite du Partido Popular, sous l'égide de son nouveau leader, Alberto Núñez Feijoo. Malgré tout, le journaliste Miguel González souligne dans son livre *Vox S.A.* que ce parti « est devenu une entreprise hautement rentable [...] : le financement de l'État représente désormais 60 % de ses revenus, contre 28 % auparavant. Il n'a aucun crédit bancaire [...] et jouit, en tant que société, d'un niveau de solvabilité et d'un ratio de dette enviables² ».

Le système parlementaire espagnol

Le Parlement espagnol se compose de deux chambres : le Congrès des députés et le Sénat, ou

1. L'autrice a interviewé des experts et des responsables politiques pour cette étude. Les citations mentionnées ci-après sont tirées de ces interviews, sauf indication contraire.

2. Miguel González, *Vox S.A. El negocio del patriotismo español*, Madrid, Peninsula, 2022, p. 214.

Chambre des communautés autonomes. La loi électorale, qui repose sur la méthode D'Hondt, prévoit un système proportionnel qui favorise les grands partis tout en tenant compte de la division territoriale du pays (17 communautés autonomes) et des spécificités et droits historiques de certaines régions, comme le Pays basque, la Catalogne et la Navarre. Lors des dernières élections législatives du 10 novembre 2019, Vox est devenu la troisième force politique au Congrès des députés (derrière le PSOE et le PP), avec 3 656 979 suffrages et 52 sièges. Loin de se distinguer par leur capacité de travail, les députés de ce parti s'illustrent plutôt par leurs insultes, leurs propos dénigrants et leur violence verbale. À titre d'exemple, ils n'ont présenté aucun amendement – partiel ou total – à des projets de loi importants, tels que celui sur le budget (général) de l'État. Ils préfèrent recourir systématiquement à la Cour constitutionnelle, qu'un dirigeant de la formation a même qualifiée de cour « prostitutionnelle », sorte de troisième chambre parlementaire servant à faire adopter ses initiatives. Selon le journal quotidien *El País*, la Cour constitutionnelle a rejeté sept des dix recours présentés¹.

L'action politique de Vox

Il convient de souligner tout d'abord que Vox est un parti fortement centralisé, avec une équipe de direction très restreinte qui s'appuie exclusivement sur son leader, Santiago Abascal, et son porte-parole parlementaire, Iván Espinosa de los Monteros. Les opinions dissidentes et les excès de vanité n'y sont pas les bienvenus, comme a pu le constater Macarena Olona, l'une des députées les plus brillantes du parti, qui en a récemment été exclue. Cette avocate de l'État s'était présentée aux dernières élections régionales d'Andalousie au printemps dernier, mais n'avait pas réussi à être élue. Elle dénonce (aujourd'hui) l'absence de démocratie interne au sein du parti Vox et affirme être victime de menaces. Face à cette situation, Macarena Olona peut être tentée de créer un

nouveau parti, qui contribuerait à diviser l'extrême droite espagnole.

Vox surgit avec force sur la scène politique en 2017, au plus fort des revendications indépendantistes catalanes. Vox interprète la victoire électorale de Pedro Sánchez, l'année suivante, comme un éloignement du Partido Popular de ses racines idéologiques et une perte de son leadership social. Cette formation est le point de ralliement de nombreux électeurs conservateurs déçus, critiquant un PP empêtré dans des affaires de corruption, rejetant les politiques féministes de Sánchez – et de son partenaire de coalition, le parti Podemos –, le rapprochement avec la Catalogne et la défense des collectifs LGTBI. Vox lance des attaques contre le « communisme bolivarien » qui, selon lui, imprègne le gouvernement central – où cohabitent tant bien que mal la social-démocratie et les idées radicales de ce jeune parti de gauche qu'est Podemos. De même, Vox critique l'afflux incontrôlé de migrants – sans apporter de données chiffrées objectives pour appuyer cette affirmation –, ainsi que les dépenses sociales effrénées, dues à la présence d'immigrés en situation irrégulière et de familles marocaines en Espagne. En outre, le parti s'oppose catégoriquement à la loi sur la mémoire historique, adoptée en 2007 avec l'objectif d'essayer de surmonter les clivages créés par la guerre civile espagnole et la répression franquiste. Enfin, le parti défend les valeurs de la famille traditionnelle et estime que la violence n'a pas de sexe, qu'il faut parler davantage des « violences intra-familiales » que des violences conjugales.

Pour ou contre le cordon sanitaire ?

Toutes les sources consultées pour cet article s'entendent sur le fait que l'on ne peut empêcher Vox de participer aux élections, même s'il met en cause certains fondements de la Constitution espagnole,

1. « El Tribunal Constitucional tumba siete de cada diez recursos de Vox », *El País*, 18 août 2022.

notamment l'égalité de tous et le système des communautés autonomes. Le Partido Popular et Ciudadanos n'ont pas voulu se prononcer sur la question du cordon sanitaire, en dépit de nos demandes réitérées insistant sur l'importance de connaître l'avis de ces deux partis sur la façon de cohabiter avec l'extrême droite et sur la nécessité ou non de pactiser avec elle. Dans le cas du PP, ce silence pourrait s'expliquer par l'accord qu'il a passé avec Vox pour former un gouvernement de coalition en Castille-León, une communauté autonome traditionnellement agricole et conservatrice, où le nombre de députés de l'extrême droite est passé de un à treize après les élections de mars dernier. Grâce à cette alliance, Vox occupe désormais la présidence du parlement régional et la vice-présidence du gouvernement autonome.

Maria de los Llanos Castellanos, membre du comité de direction du PSOE, estime que la crispation politique permanente entre son parti et le PP rend impossible toute perspective d'une grande alliance visant à isoler Vox. Llanos Castellanos annonce qu'en vue des prochaines échéances électorales, le parti socialiste proposera de « lutter, par le biais d'un pacte national, contre les armes de l'extrême droite que sont la désinformation, les mensonges, les rumeurs et l'intoxication médiatique ».

Chema Guijarro, membre du comité exécutif de Podemos, rappelle que c'est son parti qui, en premier, a mis en garde contre l'accès aux institutions de cette « droite décomplexée » qu'incarne Vox : « C'est surtout le PSOE qui aurait dû prendre les devants pour imposer le cordon sanitaire, car c'était aussi une façon d'attirer l'attention du PP et de l'inviter à suivre l'exemple de ses homologues allemands de la CDU. » Toutefois, Chema Guijarro comprend le comportement du Partido Popular parce que les responsables de Vox « sont eux-mêmes [...] de jeunes chiens un peu fous, mais [qui] restent fidèles à eux-mêmes. [Le PP] n'a donc pas d'autre choix que de s'allier avec eux, comme il l'a déjà fait en Castille-León il y a quelques mois ».

Le cordon sanitaire a ses avantages, mais aussi ses inconvénients : selon Llanos Castellanos (PSOE), le

cordon sanitaire « permet à l'extrême droite de se consolider et de s'enraciner, parce qu'elle n'est pas confrontée à l'usure du pouvoir ».

Nous avons également demandé l'avis de trois éminents analystes politiques espagnols. Tout d'abord, Soledad Gallego-Díaz, ex-directrice du quotidien *El País* et éditorialiste, estime que « si l'on met en place le cordon sanitaire, Vox risque de se poser en victime, alors que c'est ce parti qui, en réalité, remet en cause une Constitution existante depuis 1978 et protège les libertés auxquelles il s'attaque ». Ensuite, José Antonio Zarzalejos, ex-directeur du quotidien *Abc*, écrivain et éditorialiste, juge que « l'efficacité du cordon sanitaire est très limitée... il risque même d'amplifier le discours politique de l'extrême droite ». Il ajoute que « la droite démocratique espagnole a toujours eu du mal à rompre totalement avec le franquisme. Son but étant de prendre les rênes du gouvernement l'an prochain, sans Vox, je ne serais pas étonné de voir l'alliance PP-Vox se rompre en Castille-León avant les élections législatives de décembre 2023 ; le PP veut en effet se présenter aux élections en se montrant totalement irréprochable ».

Pourtant, fin septembre, le leader du PP, Alberto Núñez Feijoo, a rencontré en secret le dirigeant de Vox, Santiago Abascal. Nombre d'observateurs ont interprété cette rencontre comme une première prise de contact destinée à parler d'accords et de programmes politiques au cours des prochains mois. Pour l'instant, il n'est donc pas question de cordon sanitaire pour Núñez Feijoo, bien que ses racines et son tempérament galicien¹ empêchent de savoir ce qu'il pense ou envisage réellement. Tout dépendra finalement de l'évolution des sondages.

Enfin, selon le professeur de sciences politiques à Oxford Ignacio Sánchez Cuenca, il ne serait pas raisonnable de parler de cordon sanitaire en ce moment, puisque le PP et Ciudadanos ont posé avec Vox, il y a trois ans, pour la célèbre « photo de Colón », prise lors d'une manifestation pour l'unité de l'Espagne, sur la place madrilène du même nom. Ignacio Sánchez Cuenca insiste sur le fait que le bloc de droite en a fait un parti constitutionnaliste [respectueux du

1. Les Galiciens étant les Normands d'Espagne (note du traducteur).

cadre constitutionnel] comme les autres, en confondant ce concept avec celui de « nationaliste espagnol » ou d'« espagnoliste ». Il n'est donc pas étonnant que 2019 ait été l'année des premiers grands succès électoraux de Vox.

Enfin, un sondage du quotidien *El País* et de la *Cadena Ser*, réalisé en janvier 2022, donne les résultats suivants concernant Vox :

- 42 % des citoyens considèrent que Vox est un parti comme les autres et qu'il n'est pas nécessaire d'établir un cordon sanitaire ;
- 59 % des sondés craignent l'entrée de l'extrême droite au sein du gouvernement espagnol. La moitié d'entre eux estime qu'un cordon sanitaire devrait être mis en place.

Face au FPÖ, les partis autrichiens entre prise de distance et coalitions gouvernementales

– Eric Miklin

Introduction

Contrairement à de nombreux autres partis populistes de droite, le Parti libéral autrichien (FPÖ) dispose d'une longue tradition parlementaire. Fondé en 1956, il entra la même année à la Chambre des députés autrichiens, le « Conseil national ». Malgré sa participation à deux coalitions gouvernementales avec le parti social-démocrate autrichien SPÖ dans les années 1970, il était resté un petit parti effacé. C'est seulement après l'accession au pouvoir de Jörg Haider et la transformation du parti en un des plus importants partis populistes de droite en Europe que son ascension devint fulgurante. Cette mutation s'accompagna toutefois d'une nette mise à l'index par tous les autres partis du Parlement. La situation changea en 2000. Après avoir réalisé un nouveau score record aux élections nationales de 1999 lors desquelles le FPÖ arriva en deuxième position, le Parti populaire autrichien (ÖVP) décida de faire sauter le « cordon sanitaire » et fit alliance avec le FPÖ. Les années qui suivirent virent l'émergence d'un FPÖ plus modéré. Le parti dut toutefois faire face à de lourds conflits internes (nés de la nouvelle ligne modérée adoptée par la direction du parti), ce qui lui fit perdre une bonne partie du soutien dont il bénéficiait auprès de la population. De retour dans l'opposition, le parti se radicalisa dès 2006. De nouveau, il enregistra une forte progression électorale. Encore une fois, ce succès électoral déboucha en 2017 sur une coalition gouvernementale avec l'ÖVP. Cette dernière s'avéra beaucoup plus fructueuse pour le FPÖ, bien qu'elle prît fin des suites d'un scandale

(affaire d'Ibiza) dans lequel le président du parti et vice-chancelier de l'époque, Heinz-Christian Strache, était impliqué.

Après une brève description du fonctionnement du Parlement autrichien, ce chapitre retracera d'abord l'évolution du programme du FPÖ depuis 1986 et son attitude au sein de l'Assemblée autrichienne. Il analysera ensuite les réactions des autres groupes parlementaires suscitées par les succès électoraux du FPÖ pour déterminer s'ils ont tenté d'enrayer ce phénomène, et par quels moyens. Nous examinerons enfin l'efficacité des stratégies mises en œuvre pour juguler la montée du FPÖ et comprendre si, contrairement aux attentes, elles n'ont pas plutôt contribué à son ascension.

Le Conseil national et les droits de contrôle de l'opposition

Le Parlement autrichien est composé de deux chambres. La première (Conseil national) domine de loin la vie politique, tandis que la seconde, la chambre des Länder (ou Conseil fédéral) ne dispose que de compétences très limitées. Traditionnellement, le Parlement autrichien est censé faire partie des assemblées dans lesquelles le travail des députés en commission et dans les groupes de travail est important. Dans les faits, l'étendue de ses activités « officielles », en dehors des séances plénières, et son influence réelle sur le processus législatif demeurent

très limitées. Ceci s'explique par une forte tradition corporatiste, une dépendance des députés aux partis due au scrutin de liste et une faible dotation financière, notamment des députés sans étiquette. Les discussions et les négociations importantes se tiennent d'abord de manière informelle entre les partenaires de la coalition (avec toutefois la participation de représentants des groupes parlementaires concernés). Les commissions, en revanche, se réunissent rarement et servent surtout à formaliser les décisions négociées de manière informelle et à documenter les éventuelles objections.

Quelle que soit la coalition au pouvoir, l'opposition se plaint fréquemment de n'être pas suffisamment impliquée dans les processus de décision importants. Les décisions qui requièrent une majorité des deux tiers constituent une exception. Les partis d'opposition peuvent toutefois exercer leur influence lors des séances plénières. C'est notamment le cas en matière de calendrier parlementaire et d'organisation des sessions, car ces dernières, conformément à une ancienne règle informelle, se décident par consensus entre tous les groupes parlementaires. Une certaine influence peut être exercée sur l'ordre du jour en demandant, en début de séance plénière, la tenue de brefs débats sur les réponses aux questions écrites ou en réclamant une discussion sur un sujet d'actualité. Les députés ou les groupes peuvent aussi convoquer une session spéciale en dehors de la période de session annuelle. Les autres droits des groupes minoritaires concernent la création d'une commission d'enquête et le recours à un audit de la Cour des comptes.

Le programme politique du FPÖ

Le FPÖ est issu des courants libéraux et nationaux du XIX^e siècle. Sa position sur l'axe du libéralisme autoritaire a donc varié au cours des premières décennies. Elle dépend du courant (libéral ou nationaliste) qui, en interne, a le vent en poupe. Ce n'est qu'à partir de 1986 que la ligne populiste de droite est définitivement choisie. Outre la critique des élites et du système, le nationalisme («L'Autriche

d'abord»), la sécurité («Vienne ne doit pas devenir Chicago») et la politique migratoire (la lutte contre «le remplacement») deviennent les principaux chevaux de bataille du FPÖ. La critique du système n'est pas dirigée contre la démocratie en elle-même, mais s'attaque plutôt aux principes essentiels de la démocratie libérale que sont les processus de décision indirects et parlementaires (là où le FPÖ revendique l'extension de la démocratie directe), la séparation des pouvoirs (là où le FPÖ critique et ne respecte pas les jugements de la Cour suprême) ou encore le respect des droits fondamentaux et des droits des minorités, par exemple au bénéfice des groupes ethniques d'origine slovène en Carinthie.

En 2005, une autre forme de radicalisation apparut après la sécession d'un nouveau courant, plus pragmatique et moins idéologique : l'Alliance pour l'avenir de l'Autriche (BZÖ). Sous la direction de son nouveau président Heinz-Christian Strache, le parti mettait l'accent sur les thèmes de l'immigration et tout particulièrement de la lutte contre l'islam. Le ton se durcit également : les droits fondamentaux et les droits humains, par exemple ceux relatifs aux demandeurs d'asile, étaient remis en question plus ou moins ouvertement.

Outre cette prise de position publique, de nombreux indices suggèrent une proximité avec des positions clairement antidémocratiques et racistes d'extrême droite ou de droite radicale. Elles portent avant tout, outre les fréquents dérapages racistes en public, sur la collaboration assumée avec des acteurs autoritaires ou antidémocratiques faisant l'objet d'une véritable admiration. Parmi eux, se trouvent le parti Russie unie de Vladimir Poutine (contrat de coopération officiel depuis 2016) ou le Fidesz de Viktor Orbán (Christian Strache, le président du FPÖ, loue en particulier la politique hongroise en matière de médias). Mandatés par l'OSCE comme observateurs électoraux, les députés du FPÖ ont défendu à maintes reprises la légitimité d'élections, pourtant sujets à caution dans certains États autoritaires (en Crimée en 2014 et au Cambodge en 2018). Après 2005, les associations nationalistes allemandes d'étudiants, parfois très proches des thèses antisémites, ont pris une importance considérable. Jusqu'à la distanciation (controversée) de 2019, des contacts officiels et étroits étaient entretenus avec le mouvement

identitaire d'extrême droite. En 2019, Heinz-Christian Strache démissionna à la suite de l'affaire d'Ibiza. Pendant une courte période, le parti a ensuite été dirigé par un président plutôt modéré. En 2021, lorsque Herbert Kickl lui succède, après les protestations contre les mesures du gouvernement autrichien dans le cadre de la pandémie de Covid-19, le parti se rapproche des milieux d'extrême droite, ouvertement hostiles à l'État.

En définitive, l'actuel FPÖ peut donc être considéré comme un parti de droite populiste dont la ligne est clairement autoritaire, nationaliste et hostile à l'immigration et au pluralisme politique. Le parti critique ouvertement les fondements de la démocratie libérale et nombreuses sont les raisons de penser que les objectifs politiques réels des principaux acteurs dépassent largement, dans leur radicalité, l'image que le parti entend donner de lui à l'opinion publique.

L'attitude du FPÖ au Conseil national

En principe, même après sa mue, le FPÖ reste dans la légalité, tant dans son rôle de parti de l'opposition que dans celui de parti de gouvernement. Le seul cas avéré et répété de non-respect des dispositions légales est le refus (non sanctionné toutefois) du groupe parlementaire de porter le masque dans l'hémicycle, imposé par la présidence de l'Assemblée lors de la crise du coronavirus.

Les droits parlementaires sont en revanche détournés à maintes reprises, notamment *via* le dépôt de dizaines de demandes de vote par appel nominal pour obstruer le processus parlementaire. Les autres groupes s'en sont également plaints plusieurs fois. Ils accusent le FPÖ de ne pas respecter les accords précédemment conclus ou les conventions informelles qui jusqu'alors ne faisaient pas l'objet de contestation. À l'époque des coalitions entre l'ÖVP et le FPÖ, l'attitude peu constructive du FPÖ, alors parti gouvernemental, à l'égard du Parlement fut également critiquée. Cependant, ce type de plaintes furent également formulées à l'encontre de l'ÖVP, le partenaire

de coalition. Il n'était pas rare d'entendre les mêmes griefs sous d'autres majorités gouvernementales. Le FPÖ n'a jamais dénigré ouvertement le Parlement, comme le font les partis populistes au pouvoir dans d'autres pays.

En matière de vote, le FPÖ ne se distingue pas de manière significative des autres groupes parlementaires. Comme dans les autres groupes parlementaires, la cohésion du groupe est forte et l'on n'observe aucune différence, par rapport aux autres groupes parlementaires, dans la volonté, comme parti de l'opposition, de voter des lois avec la majorité gouvernementale. Ainsi, lors de la dernière période législative (2008-2013), alors qu'il se trouvait dans l'opposition, le FPÖ a voté presque aussi souvent avec le gouvernement que les Verts, qui étaient également dans l'opposition (dans 55 % des cas).

L'attitude des autres groupes politiques à l'égard du FPÖ

L'attitude des autres partis à l'égard du FPÖ peut être qualifiée de relativement ouverte, même si le FPÖ a été l'objet de vives critiques sur le fond et qu'il est considéré comme inapte à gouverner. Cependant, à l'exception de l'accord bannissant toute coalition avec le FPÖ (car il n'est pas en mesure de gouverner), le parti est, au quotidien, considéré comme un adversaire politique normal. Dès le début, des coopérations ponctuelles avec le groupe parlementaire ne sont donc pas exclues et les gouvernements SPÖ-ÖVP se rapprochent du FPÖ, notamment lorsque la nécessaire majorité des deux tiers est impossible à atteindre. Il en va de même pendant les phases « sans coalition » (après l'échec d'une coalition et avant de nouvelles élections anticipées), lors desquelles se forment des alliances « sacrilèges » par-delà les frontières idéologiques.

Toute cette période n'a connu aucun changement, formel ou informel, des procédures parlementaires qui visent à limiter la marge de manœuvre du FPÖ. Cependant, l'abus de certains droits par le FPÖ a suscité des discussions sur la révision du règlement.

Mais les autres groupes parlementaires n'étaient pas prêts à prendre le risque de réviser le règlement, l'attitude d'obstruction du FPÖ nécessitant alors de rompre l'accord informel en vertu duquel les modifications importantes du règlement intérieur ne peuvent être décidées que sur la base du consensus le plus large possible. De même, les questions de calendrier et d'organisation des séances au Conseil national furent, et sont encore, décidées de manière consensuelle entre tous les groupes. La même situation se présente pour l'attribution des fonctions parlementaires. La règle stipulant que les candidats des trois groupes parlementaires les plus importants soient élus aux trois postes de président du Conseil national fut maintenue même en 1994, lorsque le candidat du FPÖ au poste de troisième président, proche des milieux d'extrême droite, subit alors les critiques des autres groupes parlementaires, car le FPÖ refusait de présenter un autre candidat.

Alors que, depuis le début, le cordon sanitaire était perméable au Parlement, sauf sur la question de la coalition, il a définitivement cédé après les élections de 1999. Les relations entre le groupe parlementaire de l'ÖVP et celui du FPÖ s'en trouvèrent bien sûr modifiées. Mais ce fut aussi le cas des relations entre l'ÖVP et les (nouveaux) groupes parlementaires d'opposition. Ces derniers sont restés critiques à l'égard du FPÖ et ont vivement contesté la décision de l'ÖVP. Après la défaite de la majorité « noir-bleu » en 2006 et la reconduction de la coalition SPÖ-ÖVP, les relations entre l'ÖVP et le FPÖ se sont à nouveau refroidies. Cependant, il n'existe plus de refus catégorique de coalition. Et, en effet, la coalition est reconduite après avoir retrouvé la majorité au Parlement en 2017. Au cours des années précédentes, des débats ont occupé à plusieurs reprises le SPÖ pour savoir s'il fallait reconsidérer la stratégie à l'égard du FPÖ. Et de fait, avant les élections de 2017, Christian Kern, président du SPÖ et chancelier fédéral, présenta une liste de critères qui, s'ils étaient remplis par le FPÖ, permettaient la formation d'une coalition après consultation des membres.

Une comparaison de cette deuxième période de coalition avec la première met en exergue des divergences intéressantes dans l'attitude de l'ÖVP à l'égard du FPÖ. Avant la première coalition, pour l'ÖVP, la modération du FPÖ était une condition préalable à

toute coalition. Les deux partis devaient alors signer un préambule au programme de gouvernement. C'était une exigence du président fédéral Thomas Klestil (ÖVP). Dans ce préambule, les deux partis s'engageaient expressément en faveur du pluralisme politique, des droits de l'homme, de l'État de droit et contre toute forme de racisme et d'antisémitisme. Pourtant, durant cette période, le FPÖ mena régulièrement des attaques et provoqua des incidents qui firent l'objet de vives critiques de la part de l'opposition. Dans l'ensemble, cependant, les positions du FPÖ s'adoucirent dans plusieurs domaines et les thèmes liés à l'immigration jouèrent un moindre rôle que pendant la phase d'opposition. En dépit de la radicalisation continue du FPÖ, nous n'assistons plus en 2017 à des conditions semblables à celles qui régissaient alors la coalition avec l'ÖVP. Et de fait, cette fois, ce n'est pas le FPÖ qui s'est aligné sur l'ÖVP. C'est l'ÖVP qui a repris presque mot pour mot les positions du FPÖ sur des sujets comme l'immigration, l'asile et l'islam. Au sein même du gouvernement, l'ÖVP laissa carte blanche au FPÖ sur ces sujets. Et ainsi, les deux partis firent de la lutte contre l'immigration et de l'islamisation prétendue de l'Autriche des thèmes centraux de leur coalition.

Conclusion : intégration ou distanciation ?

Le fait de savoir ce qui a favorisé les succès électoraux du FPÖ est une question controversée. On ne peut y répondre de manière empirique. Une chose est certaine : la « diabolisation » et la distanciation des autres partis à l'encontre du FPÖ n'ont pas contribué à endiguer sa fulgurante ascension. Cette stratégie s'est par conséquent souvent avérée inefficace, tant dans le débat public que dans le monde de la recherche. La modération pratiquée durant la première coalition ÖVP-FPÖ, les querelles internes et les pertes de voix du FPÖ lors de sept des huit élections régionales et des élections suivantes au Conseil national semblent accréditer cette thèse.

En y regardant de plus près, une image plus nuancée se dégage. Premièrement, dès le départ, le cordon

sanitaire autour du FPÖ n'était pas étanche. Au fil du temps, il est devenu de plus en plus perméable. Au Parlement, le parti n'a jamais été traité différemment par les autres partis. Même sur le fond, la grande coalition s'est rapidement alignée (quoique toujours avec un certain écart temporel) sur les positions du FPÖ, par exemple sur les questions d'immigration, les légitimant ainsi *a posteriori*. Deuxièmement, la seconde participation au gouvernement montre qu'une collaboration de gouvernement ne conduit pas nécessairement à un affaiblissement du FPÖ. Cette coalition a certes éclaté après un an et demi d'existence et les nouvelles élections se sont soldées par de lourdes pertes pour le FPÖ. Mais cela est surtout imputable aux publications dont Heinz-Christian Strache, alors chef du FPÖ et vice-chancelier, a fait l'objet dans le cadre de l'affaire d'Ibiza. Jusqu'à ce que l'affaire éclate, le FPÖ progressait aux élections régionales. Il s'était même maintenu dans les sondages au niveau national.

Cette situation s'explique probablement par la conjonction de deux principaux facteurs. Premièrement, le FPÖ a sûrement tiré les leçons des erreurs passées. Au lieu d'adoucir son contenu et ses propos, le parti a continué en 2017 de miser dans le discours public sur les thèmes qui ont fait son succès. Il a suscité la polémique à plusieurs reprises par des provocations délibérées. Deuxièmement, l'ÖVP n'a cette fois fixé aucune limite à ces provocations, ni avant ni pendant la coopération gouvernementale. Alors que le parti était aux affaires, ces deux éléments ont permis au FPÖ de s'adresser à son noyau dur et de le fidéliser. On ne peut que spéculer sur le fait de savoir si l'affaiblissement voulu du FPÖ par l'ÖVP aurait cette fois encore engendré des pertes de voix. Ou si

le FPÖ, après les expériences passées, s'y serait soumis de bon gré.

Toutefois, on observe que les deux épisodes de coalition avec le FPÖ ont eu un effet plutôt favorable sur la capacité du parti à atteindre ses objectifs, tant sur le plan électoral qu'en matière de programme politique. En effet, peu importe que l'ÖVP prenne ou non ses distances avec les exigences radicales ou les « dérapages » de certains représentants du FPÖ : la coopération, ou la dépendance réciproque entre les deux partis qui en résulte, a nécessairement fait bouger les lignes dans le conflit qui opposait la démocratie libérale et le populisme. Par ailleurs, alors que pendant la période d'avant et d'après la première coalition, l'ÖVP pouvait, à l'instar du parti social-démocrate, des libéraux et des Verts, critiquer sévèrement les dérapages du FPÖ, il se retrouvait contraint, une fois le FPÖ membre de la coalition, de les minimiser sous peine de risquer son implosion immédiate. Dans cette situation, l'Assemblée passe, lors des débats parlementaires, d'une configuration dans laquelle deux tiers des députés condamnent les dérapages de la droite populiste à celle dans laquelle une majorité absolue de députés finit par les légitimer au prétexte qu'ils ne seraient pas assez graves. Or, nous savons que ce n'est pas seulement l'opinion publique qui détermine la ligne des partis politiques, mais aussi les partis politiques eux-mêmes qui influencent l'opinion de leurs propres sympathisants. Aussi, il est permis de faire l'hypothèse que les coalitions avec des partis de la droite populiste (et les inflexions du discours politique qu'elles induisent) accroissent, plutôt qu'elles ne le réduisent, le nombre des électeurs prêts à voter pour eux.

Les réactions des partis parlementaires de Finlande à la percée électorale du Parti des Finlandais (2011-2022)¹

– Sanna Salo

Le Parti des Finlandais est-il d'extrême droite ?

Fondé en 1995 par d'anciens activistes du Parti rural finlandais (*Suomen Maaseudun Puolue*, SMP), le Parti des Finlandais (*Perussuomalaiset*, PS) puise ses racines dans un populisme agraire de gauche opposant les laissés-pour-compte des zones rurales aux citadins nantis et aux partis politiques favorisant leurs intérêts personnels.

Cet héritage populiste et rural a perduré sous la présidence de Timo Soini, qui a dirigé le parti entre 1997 et 2017 en l'orientant davantage vers un populisme de gauche que d'extrême droite. Son idéologie était socialement conservatrice, patriotique, opposée aux élites et résolument eurosceptique, certes, mais sans sombrer dans l'ethno-nationalisme ou la xénophobie propres à certains de ses partis frères, notamment les Démocrates de Suède.

La situation a toutefois changé en 2017 à la suite d'un coup de force interne mené par le député Jussi Halla-aho, à la tête du courant anti-immigration du parti. Ce dernier a ensuite remplacé Timo Soini à la présidence d'une formation qui, dès ce moment, a pris un virage très à droite sur les questions socio-économiques et socioculturelles. Son idéologie est désormais plus identitaire et anti-immigration, tout

en prônant l'économie de marché. Aujourd'hui, on peut classer cette formation parmi les partis populistes d'extrême droite traditionnels.

Malgré ce changement d'orientation, le Parti des Finlandais ne s'est pas radicalisé au point de renoncer aux institutions et aux procédures démocratiques. Il a cherché au contraire à se présenter comme un parti respectable et un véritable partenaire avec qui on peut coopérer au Parlement ou au gouvernement.

Qui sont les électeurs du Parti des Finlandais ?

La base électorale du Parti des Finlandais se compose essentiellement d'électeurs de sexe masculin issus de la classe ouvrière, auxquels s'ajoutent des petits indépendants et des chômeurs. Généralement moins instruits que la moyenne des Finlandais, ils sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire ou professionnel. Toutes les tranches d'âge, à l'exception des personnes les plus âgées (soixante-dix ans et plus), sont représentées de manière assez égale. Sur le plan géographique, les partisans de ce parti vivent dans des petits villages et des zones rurales faiblement peuplées².

1. Traduction de Pascal Roy (Voxeurop).

2. Voir Jussi Westinen, Ville Pitkänen et Elina Kestilä-Kekkonen, « Perussuomalaisten äänestäjäkunnan muutos 2011-2019 », dans Sami Borg, Elina Kestilä-Kekkonen et Hanna Wass, (dir.), *Politiikan ilmastonmuutos. Eduskuntavaalitutkimus 2019*, Oikeusministeriön julkaisuja/Selvityksiä ja ohjeita, 2020.

Ainsi, le Parti des Finlandais a étoffé son électorat en marchant sur les plates-bandes du Parti social-démocrate (SDP) et du Parti du centre (*Keskusta*) : au premier, il dispute son électorat issu des classes populaires, tandis qu'il fait de l'ombre au second en séduisant les habitants des zones rurales et des petits villages. Il a aussi rallié à sa cause d'anciens électeurs du Parti de la coalition nationale (*Kokoomus*). En effet, selon les chercheurs Jussi Westinen, Ville Pitkänen et Elina Kestilä-Kekkonen¹, l'opinion des électeurs du Parti des Finlandais sur les sujets socio-économiques a glissé vers la droite lors du scrutin de 2019, ce qui, à l'avenir, pourrait renforcer la concurrence avec cette formation de droite.

La Sécurité sociale et la réforme des soins de santé, les soins gériatriques, le changement climatique, l'éducation et l'immigration ont été les principaux sujets de débat aux dernières élections législatives de 2019. À cet égard, lors de sa campagne électorale, le Parti des Finlandais a établi son ordre de priorité en matière de dépenses publiques : celles-ci doivent être destinées en priorité aux pauvres nés en Finlande, aux personnes âgées et aux familles avec enfants. L'immigration et l'intégration, considérées comme des préoccupations politiques secondaires, passent à l'arrière-plan. Ces arguments plaident ainsi pour un chauvinisme du bien-être, un discours propre aux partis populistes d'extrême droite.

Le Parlement finlandais est-il un exemple d'efficacité et de consensus ?

Connue pour être une démocratie consensuelle, la Finlande est habituée à la coopération politique entre les partis, qui va bien au-delà des frontières idéologiques. Le pragmatisme est le maître mot de la culture politique de ce pays, où des coalitions entre des

formations paysannes, bourgeoises et de gauche ne sont pas rares dans son histoire. Dans de tels régimes consensuels, comme le constatent les politologues Corentin Poyet et Tapio Raunio², les partis d'opposition ont de bonnes chances d'influer sur la vie politique et les adversaires populistes ont même tendance à coopérer avec les autres partis.

L'*Eduskunta* finlandais peut être qualifié de Parlement efficace, où le travail législatif en commission parlementaire a plus de poids que les débats en session plénière. Les commissions de l'*Eduskunta* siègent à huis clos, ce qui est propice à des débats constructifs et à une collaboration fructueuse entre les partis. Cette façon de procéder habitue les formations de tous bords à travailler ensemble³.

En outre, la Finlande se caractérise presque exclusivement par des gouvernements de coalition, composés généralement de trois partis au moins. Les alliances préélectorales – en vertu desquelles les partis s'engagent au préalable à ne pas coopérer avec certaines formations après le scrutin – ne constituent pas une pratique établie. Dans la plupart des cas, les partis sont mutuellement ouverts au dialogue et, dans une culture politique finlandaise marquée par le pragmatisme, sont habituellement confrontés à toutes les formes d'exercice du compromis et de la coopération au niveau législatif et exécutif.

Le Parti des Finlandais au Parlement

La percée électorale et parlementaire du Parti des Finlandais remonte au scrutin législatif d'avril 2011, où il a remporté 19,1 % des voix (15 % de plus que lors des élections de 2007). Ce coup d'éclat s'est réalisé aux dépens de l'ensemble des formations parlementaires, qui ont toutes perdu des voix.

1. *Ibid.*

2. Corentin Poyet et Tapio Raunio, « Confrontational but Respecting the Rules: The Minor Impact of the Finns Party on Legislative–Executive Relations », *Parliamentary Affairs*, vol. 74, n°4, octobre 2021, pp. 819-834.

3. *Ibid.*

Après l'élection, le Parti des Finlandais a décidé de rester dans l'opposition. Après une campagne centrée sur des thèmes eurosceptiques, en s'opposant notamment à la participation de la Finlande aux plans de sauvetage financier de la zone euro, la politique de l'Union européenne était devenue le principal facteur de division entre le Parti des Finlandais et les autres formations, qui ne voyaient pas d'autre issue pour le pays. Six d'entre elles ont, dès lors, décidé de former une grande coalition représentant un large échiquier politique. Ces partis étaient l'Alliance de gauche (*Vasemmistoliitto*), le Parti social-démocrate (*Suomen sosialidemokraattinen puolue*), la Ligue verte (*Vihreä liitto*), les Chrétiens-démocrates (*Kristillisdemokraatit*), le Parti populaire suédois de Finlande (*Suomen ruotsalainen kansanpuolue*) et le Parti de la coalition nationale (*Kansallinen Kokoomus*).

Le Parti des Finlandais avait déjà exprimé sa volonté de siéger dans l'opposition lors de la législature 2007-2010. Et en y restant entre 2011 et 2015, il a pu facilement exploiter les faiblesses d'une coalition fragile, trop disparate sur le plan idéologique et incapable de mener à bien une politique cohérente. Il est vrai aussi que le travail de ce gouvernement était entravé par des nécessités fonctionnelles, telles que celles relatives à la participation de la Finlande aux programmes de sauvetage financier de la zone euro, un sujet ô combien controversé.

Malgré tout, le Parti des Finlandais s'est comporté comme un parti d'opposition « normal ». Certes, ses députés n'ont pas lésiné sur les questions au gouvernement, mais sans jamais sortir de la procédure habituelle. L'analyse de Corentin Poyet et Tapio Raunio¹ sur les activités parlementaires du parti révèle que ses élus ont réalisé plus d'interventions en séance plénière et posé plus de questions écrites que leurs homologues des autres formations, surtout par rapport à la législature 2011-2015. Ce faisant, ils n'ont toutefois pas essayé de contester les procédures parlementaires, ni tenté de modifier le règlement intérieur de l'hémicycle.

Lors des élections législatives de 2015, le Parti des Finlandais a recueilli 17,7 % des suffrages, soit 2,6 % de moins par rapport à 2011. Cela ne l'a pas empêché de s'allier au Parti du centre et au Parti de la coalition nationale pour former un gouvernement de coalition dirigé par Juha Sipilä, président du Parti du centre. Il a obtenu quatre portefeuilles ministériels, dont celui des Affaires étrangères, attribué à son dirigeant Timo Soini. Enfin, l'une de ses députées, Maria Lohela, a été désignée présidente de l'*Eduskunta*.

Une tentative de remise en cause des règles parlementaires par le Parti des Finlandais a consisté à repousser les limites des propos normalement admissibles. Utilisée notamment par les membres du courant anti-immigration, cette stratégie s'est déployée principalement sur les réseaux sociaux, ainsi qu'au sein du Parlement. Fait exceptionnel, en 2020, la procureure Raija Toiviainen a même demandé aux parlementaires de lever l'immunité de Juha Mäenpää, député du Parti des Finlandais, afin de le poursuivre en justice pour des propos d'incitation à la haine raciale proférés en 2019 au sein de l'assemblée. Divisés sur cette question, les députés ont finalement voté à la majorité contre la levée de son immunité.

Corentin Poyet et Tapio Raunio² remarquent cependant que la culture de confrontation orale qui s'impose de plus en plus au Parlement n'est pas due uniquement à l'influence ou aux actions du Parti des Finlandais, mais s'inscrit dans une tendance plus générale impliquant d'autres formations. À titre d'exemple, une enquête policière pour des faits supposés d'incitation à la haine a été lancée à l'été 2019 contre quatre députés : deux du Parti des Finlandais, un du SDP et un autre des Chrétiens-démocrates. Päivi Räsänen, membre de ce dernier parti, visait les homosexuels, tandis que les autres avaient pris pour cible des groupes déterminés en fonction de leur race ou de leur origine ethnique. Force est de constater, en général, que les débats au sein de l'*Eduskunta* sont de plus en plus houleux et font écho à ceux qui agitent les réseaux sociaux.

1. *Ibid.*

2. *Ibid.*

Le Parti des Finlandais s'est scindé en deux lors d'un congrès à l'été 2017, à l'occasion d'un coup d'État interne orchestré par la faction anti-immigration. Timo Soini a ainsi perdu la présidence du parti au profit du député Jussi Halla-aho, un personnage controversé qui avait déjà été condamné en justice pour des propos haineux. Ce changement de direction a presque fait chuter la coalition de centre droit, vu la réticence du Parti du centre et du Parti de la coalition nationale de s'allier avec une formation dirigée désormais par cette personnalité sulfureuse.

Mais une manœuvre originale du président évincé, Timo Soini, accompagné d'une poignée de députés fidèles – dont l'ensemble des ministres – a permis d'assurer la continuité du gouvernement. Ces derniers ont décidé, en effet, de quitter le Parti des Finlandais et de créer un parti dissident, baptisé « Réforme bleue » (*Sininen tulevaisuus*). Ce nouveau parti a ainsi pu rester dans la coalition, ce qui garantissait la majorité parlementaire nécessaire à la stabilité du gouvernement de Sipilä. Après que Halla-aho en a pris le contrôle, le Parti des Finlandais, désormais dans l'opposition, est devenu un véritable parti populiste d'extrême droite. Les questions d'immigration et de maintien de l'ordre public figuraient dès lors au cœur de son programme. Au terme des élections de 2019, Halla-aho a décidé de maintenir son parti sur les bancs de l'opposition. En 2021, il est remplacé par Riikka Purra, également partisane de la ligne anti-immigration. Elle s'est néanmoins efforcée de maintenir une image respectable de sa formation et n'exclurait pas de participer à une éventuelle coalition après les élections législatives de 2023.

Réactions des partis traditionnels face au Parti des Finlandais

Comme le montre clairement l'analyse ci-dessus, les partis traditionnels ont fait preuve de pragmatisme et de modération face au Parti des Finlandais. Ils n'ont établi aucun cordon sanitaire et le considèrent comme un partenaire de coopération parlementaire comme les autres. Cela ne veut pas dire pour autant

que les relations avec cette formation ont toujours été simples et sans embûches, surtout eu égard au séisme que sa percée extraordinaire aux élections de 2011 a représenté dans l'élite politique et auprès du grand public en général. Le fait qu'un parti populiste puisse remporter 39 sièges sur les 200 que compte le Parlement a marqué un véritable tournant dans la vie politique finlandaise.

Depuis, l'Alliance de gauche, le SDP, la Ligue verte et le Parti populaire suédois de Finlande ont déclaré publiquement qu'il leur serait impossible, ou du moins très difficile, d'envisager de coopérer avec le Parti des Finlandais. La position des sociaux-démocrates semble toutefois s'être légèrement fléchie avec le temps. Immédiatement après les élections de 2011, cette formation semblait disposée à former une coalition avec le Parti des Finlandais, à condition que le racisme et la xénophobie soient exclus des politiques gouvernementales. Mais il n'est finalement pas entré au gouvernement, en raison de désaccords en matière de politique européenne. Les partis traditionnels, en effet, ne pouvaient pas accepter son opposition farouche à la participation de la Finlande aux programmes de sauvetage financier de l'Union européenne. Dans le même ordre d'idées, l'actuelle présidente du SDP, la Première ministre Sanna Marin, a déclaré à l'été 2022 qu'il serait difficilement concevable de former une coalition avec ce parti à l'issue des élections législatives de 2023, principalement en raison des positions fondamentalement divergentes des différents partis en matière de politique européenne.

Mais de façon générale, les partis traditionnels finlandais ont respecté les résultats du scrutin démocratique et réservé un traitement « normal » au Parti des Finlandais depuis le début. Ce dernier a d'ailleurs occupé des postes de confiance au Parlement, notamment diverses présidences de commissions et même la présidence de l'*Eduskunta*, conformément au pourcentage de voix obtenues. Bien qu'il ait généralement adressé seul des interpellations au gouvernement, il est à noter qu'il en a formulées aussi avec d'autres partis de droite, voire parfois avec le Parti social-démocrate.

S'il est vrai que les partis traditionnels n'ont pas tenté formellement d'isoler le Parti des Finlandais et que la plupart d'entre eux ont même coopéré avec lui, il

n'en demeure pas moins que l'animosité entre les partisans de ce parti et ceux des autres formations n'a cessé de croître au cours des dernières années. Il s'agit d'un phénomène que les politologues appellent la « polarisation affective¹ ». Cette tendance, qui se vérifie particulièrement auprès des sympathisants du Parti des Finlandais et de ceux des partis verts et de gauche, ou sociaux-démocrates, reflète l'écart socio-culturel qui sépare désormais les adeptes d'une ligne autoritaire et conservatrice, d'une part, et le camp progressiste et libéral, d'autre part.

L'influence du Parti des Finlandais sur la politique du pays et les autres partis parlementaires

En règle générale, les partis populistes d'extrême droite cherchent à peser sur la vie politique en influençant le contenu et la forme des débats ainsi que les prises de position des autres partis. C'est effectivement le cas du Parti des Finlandais, dont l'essor explique probablement la mise à l'ordre du jour de questions politiques qualifiées de « socioculturelles », telles que l'immigration, les contrôles aux frontières et le maintien de l'ordre public. Tapio Raunio² a constaté à ce titre que les dernières élections législatives de 2019 ont peut-être encore plus mis l'accent sur ces sujets que sur des thèmes socio-économiques, tels que la fiscalité et les dépenses publiques. Outre l'immigration, ce parti a aussi – fait étonnant *a priori* – mis une autre question sociocul-

tuelle sur le devant de la scène politique : le changement climatique. Sa stratégie consiste à dénoncer l'hystérie autour de ce sujet dont seraient atteints les partis traditionnels en général et les partis de gauche, et les Verts en particulier.

Selon Corentin Poyet et Tapio Raunio³, le Parti des Finlandais a aussi influé considérablement sur le programme du gouvernement de Juha Sipilä, en particulier sur les questions de l'Union européenne et de l'immigration. Preuve en est la position critique qu'avait alors la Finlande, en tant qu'État membre de l'Union européenne, sur la décision d'accorder ou non de nouvelles aides financières aux pays de la zone euro frappés par la crise, ainsi que sur le programme de réinstallation des demandeurs d'asile dans l'Union européenne lors de la crise migratoire de 2015-2016.

Comme nous l'avons vu plus haut, la popularité du Parti des Finlandais a, dans l'ensemble, accentué le clivage « GAL-TAN »⁴ dans le monde politique finlandais⁵. Il ne s'agit pas d'une opposition entre la gauche et la droite au sens socio-économique du terme, mais plutôt d'un antagonisme entre les partis autoritaires et conservateurs (Parti des Finlandais, Chrétiens-démocrates et Parti de la coalition nationale) et les formations progressistes et libérales (Alliance de gauche, Parti social-démocrate, Parti populaire suédois de Finlande et Ligue verte). Le Parti des Finlandais n'a pas hésité à souffler sur les braises de cette hostilité en qualifiant la Ligue verte de « gauche verte », par exemple. Bien que cette expression ne reflète pas *stricto sensu* l'essence idéologique des Verts finlandais – contrairement à d'autres partis écologiques européens –, elle est finalement restée dans le langage politique commun du pays.

1. Jussi Westinen, Ville Pitkänen et Elina Kestilä-Kekkonen, « Perussuomalaisten äänestäjäkunnan muutos 2011-2019 », art. cit., 2020.

2. Tapio Raunio, « The Campaign », *Scandinavian Political Studies*, vol. 42, n°3-4, 2019, pp. 175-181.

3. Corentin Poyet et Tapio Raunio, « Confrontational but Respecting the Rules: The Minor Impact of the Finns Party on Legislative-Executive Relations », art. cit., 2021.

4. « GAL » et « TAN » sont les acronymes de « vert, alternatif, libertaire » et « traditionnel, autoritaire, nationaliste », respectivement (NdT).

5. Voir par exemple : Liesbet Hooghe et Gary Marks, « A Postfunctional Theory of European Integration: From Permissive Consensus to Constraining Dissensus », *British Journal of Political Science*, vol. 39, n°1, janvier 2009, pp. 1-23.

Un essor rendu possible par de puissants alliés ?

Des circonstances favorables expliquent – au moins en partie – le raz-de-marée électoral du Parti des Finlandais en 2011. Tout d'abord, alors que la crise de la zone euro était à son apogée, la Finlande était appelée à participer au plan de sauvetage financier des États membres du sud de l'Union européenne. Pour le Parti des Finlandais, cette mesure très impopulaire était l'occasion rêvée d'exploiter sa longue tradition eurosceptique, qui trouvait alors un écho auprès des citoyens. Ensuite, la crise financière est venue s'ajouter à la restructuration de l'économie finlandaise, entraînant des fermetures d'usines et des licenciements massifs dans l'industrie forestière. De même, le déclin du géant des télécommunications Nokia s'est traduit par de nombreuses pertes d'emploi dans certaines villes. Cette évolution a alimenté un mécontentement dont a pu tirer profit le Parti des Finlandais. Enfin, les élections de 2011 avaient été précédées d'un immense scandale de financement des partis, qui impliquait notamment le Parti du centre, alors partenaire central de la coalition. Cette affaire donnait au Parti des Finlandais un argument de poids dans son discours populiste opposant « les gens ordinaires » à « l'élite corrompue ».

Dans le même temps, le courant anti-immigration du Parti des Finlandais préparait le terrain, surtout sur les réseaux sociaux, en vue de politiser la question de l'immigration en Finlande, très marginale jusqu'alors. Cette stratégie a peu à peu porté ses fruits. En effet,

alors que les principaux partis continuaient à faire preuve de modération sur les thèmes migratoires et européens, certains adhérents des partis du centre, de la coalition nationale et des sociaux-démocrates adoptaient une ligne plus dure, à l'image du Parti des Finlandais. Cela a même parfois impacté la politique officielle de la Finlande. Ainsi, cette dernière est le seul État membre de l'Union européenne à avoir exigé un « collatéral » à la Grèce en échange de sa participation aux plans de sauvetage financiers. Cette décision a été perçue comme un geste populiste de la part du Parti social-démocrate, alors au pouvoir, destiné à atténuer l'euroscepticisme de plus en plus prégnant dans le pays.

Dans l'ensemble, on peut affirmer que c'est essentiellement en acceptant, voire en épousant, les idées du Parti des Finlandais que les formations traditionnelles ont contribué à sa forte percée électorale. Cela a eu pour effet de légitimer sa propre vision de la réalité, à tel point que le Parti du centre et le Parti de la coalition nationale, tous deux de droite, l'ont accueilli dans la coalition formée en 2015. Pourtant, on ne peut pas dire que le Parti des Finlandais en ait vraiment profité, puisque sa participation au gouvernement a entraîné une forte baisse de popularité, suivie de sa scission. Force est donc de constater que c'est en prenant à leur compte la façon dont les partis d'extrême droite abordent les problèmes de société que les partis traditionnels sont susceptibles d'aider les formations d'extrême droite à gagner en légitimité, et non pas en les invitant à partager officiellement le pouvoir, que ce soit au Parlement ou au gouvernement.

La normalisation du paria

Comment le parti des Démocrates de Suède est passé de l'isolement au gouvernement¹

– Ann-Cathrine Jungar

En ce qui concerne la représentation parlementaire de l'extrême droite, la Suède a longtemps fait figure d'exception par rapport à d'autres pays européens². Les choses n'ont changé que relativement récemment, avec l'ascension rapide et la forte percée des Démocrates de Suède (*Sverigedemokraterna*, SD) aux élections législatives de 2010, suivies de leur entrée au Parlement (*Riksdag*). Depuis lors, les idées et le discours politique des Démocrates de Suède ont imprégné certains autres partis parlementaires, au point que le parti des Démocrates de Suède est désormais accepté comme parti légitime et partenaire crédible pour le gouvernement.

La stratégie d'isoler les Démocrates de Suède adoptée par les partis traditionnels depuis 2010 a été définitivement abandonnée en 2022. Le SD, en effet, fait désormais office de parti de soutien au gouvernement de centre droit, composé du parti conservateur des Modérés (*Moderaterna*, M), des Chrétiens-démocrates (*Kristdemokraterna*) et des Libéraux (*Liberalerna*, L). Bien qu'il soit le parti le plus important du bloc de droite, le SD a accepté de jouer ce rôle de pilier de la coalition sans réclamer aucun portefeuille ministériel. Cela n'a rien d'exceptionnel dans l'histoire parlementaire de la Suède, habituée aux gouvernements minoritaires soutenus par d'autres partis de l'extérieur.

Aujourd'hui, les circonstances ont changé : le pouvoir politique est désormais aux mains des partis de droite. Autrefois mis à l'écart, le parti des Démocrates de Suède est appelé à exercer une influence directe sur le processus de décision de l'exécutif. Bien que, pendant la campagne électorale, les partis de la coalition actuelle aient clamé haut et fort qu'ils étaient favorables au soutien du SD en vue de la formation du gouvernement, force est de constater que ce soutien était en fait une condition préalable à l'exercice du pouvoir exécutif. Ils n'étaient toutefois pas disposés à faire du SD un membre à part entière de la coalition gouvernementale.

Une influence politique sans ministres

Le *Tidö-avtalet* est un accord politique qui régit sept domaines de coopération entre le gouvernement et le SD. Il porte notamment sur les modalités de cette collaboration et sur le budget public³. Les axes de coopération sont les suivants : crime, migration et intégration, climat et énergie, soins de santé et éducation. En échange de l'absence de ministres, les

1. Traduction de Pascal Roy (Voxeurop).

2. Marie Demker, « Positiv attityd till invandring trots mobilisering av invandringsmotstånd », dans Lennart Weibull, Henrik Oscarsson et Annika Bergström (dir.), *I framtidens skugga*, Göteborg, Göteborgs universitet, SOM-institutet, 2012.

3. *Tidöavtalet*, Överenskommelse för Sverige, 2022.

Démocrates de Suède peuvent laisser leur empreinte sur les projets de loi du gouvernement, surtout en matière de criminalité, de migration et d'intégration. À ce titre, ils ont soumis une liste de propositions : diminution du nombre de réfugiés prévu dans le cadre du système de quota des Nations unies (900 au lieu de 5 500 par an actuellement) ; simplification du processus d'expulsion des migrants ; accès à la citoyenneté plus difficile à obtenir ; moins de prestations sociales pour les non-citoyens et établissement des centres pour les demandeurs d'asile hors des frontières de la Suède. Ces propositions, ainsi que d'autres, devront faire l'objet d'un examen, sachant que si elles sont finalement mises en application, la Suède deviendra l'un des pays – avec le Danemark – ayant la législation la plus sévère en matière de migration au sein de l'Union européenne. Parmi les propositions liées à la lutte contre la criminalité, mentionnons l'application de peines plus longues, le recours aux témoignages anonymes et la mise en place de zones d'inspection policière, où la police aurait le droit d'effectuer des visites indépendamment de toute suspicion de délit. Le SD pourra placer ses propres fonctionnaires au sein de l'unité de coordination centrale du gouvernement (*regeringskansliet*), où ils élaboreront et superviseront la conception des projets de loi. De même, outre la vice-présidence du Parlement, ce parti a obtenu, pour la première fois, la présidence de quatre commissions parlementaires¹. C'est au sein de ces dernières que les députés examinent et négocient les différents projets de loi du gouvernement.

Idéologie et structure du parti des Démocrates de Suède

Les élections législatives de 2010 ont été marquées par la percée du SD, qui a obtenu 5,7 % des voix. Sa

progression n'a jamais cessé depuis : 12,9 % au scrutin de 2014, 17,5 % en 2018, puis 20,5 % en 2022, soit un électeur sur cinq. Dépassant le parti des Modérés (19,1 %), les Démocrates de Suède deviennent ainsi le deuxième plus grand parti derrière les Sociaux-démocrates (*Socialdemokraterna*, S), avec 30,3 % des voix. Le parti s'est doté d'une structure couvrant tout le pays et le nombre de ses adhérents est passé de 5 000 en 2010 à 33 000 en 2022, une tendance qui contraste avec la plupart des autres partis, en perte de vitesse quant au nombre d'adhésions. L'organisation mise en place par le SD, à l'aide de financements publics de plus en plus importants, s'appuie sur ses adhérents, à l'image des partis traditionnels, et s'articule autour d'une hiérarchie démocratique. Il possède des antennes régionales et locales, une section féminine (*SD Kvinnor*) et une organisation de jeunesse (*Ungsvenskarna*). Contrairement aux autres formations suédoises, le SD est plus centralisé et accorde à sa direction une plus grande capacité de contrôle². Ainsi, pour tenter de limiter la division persistante en factions, ses dirigeants ont expulsé plus de 100 adhérents depuis 2010 et ont cessé toute relation avec l'ancienne section jeunes (*Sverigedemokratisk Ungdom*), de tendance plus radicale. Le parti possède sa propre chaîne YouTube, Riks, et a fondé le groupe de réflexion Oikos.

Racines idéologiques et direction actuelle

Le SD est un parti d'extrême droite populiste, identitaire et autoritaire³. Issu de sous-cultures néonazies, il a été fondé en 1988 sous l'impulsion des revendications nationalistes néopopulistes et des vagues de manifestations contre l'immigration qui ont secoué le pays à la fin des années 1980. Le nationalisme est l'élément central de l'idéologie du SD depuis sa

1. Commission du marché du travail, commission de la justice, commission de l'industrie et du commerce et commission des affaires étrangères.

2. Ann-Cathrine Jungar, « The Sweden Democrats: Adjusting the organization to electoral growth and parliamentary breakthrough », dans Rudolf Heinisch et Oscar Mazzoleni (dir.), *Understanding Populist Party Organization: A Comparative Analysis*, Houndmills, Palgrave Macmillan, 2016.

3. Ann-Cathrine Jungar et Anders Ravik Jupskås, « Populist radical right parties in the Nordic region: A new and distinct party family? », *Scandinavian Political Studies*, vol. 37, n°3, 2014, pp. 215-238 et Jesper Strömbäck, Ann-Cathrine Jungar et Stefan Dahlberg, « Sweden: No longer a European exception », dans Toril Aalberg, Frank Esser et al., *Populist political communication in Europe*, New York, Routledge, 2016, pp. 68-82.

création. Son opposition à l'immigration et à l'intégration européenne va de pair avec sa défense « des traditions et des valeurs suédoises », perçues comme étant menacées par les cultures des populations migrantes. Malgré ses appels véhéments et persistants à l'adoption de politiques plus strictes en matière de criminalité (rétablissement de la peine de mort), au respect des valeurs familiales traditionnelles, à une restriction du droit à l'avortement et à l'opposition aux droits des personnes LGBTQ, le parti a adapté sa politique à la législation existante et son discours s'inscrit désormais dans une ligne considérée comme majoritaire. Il est aujourd'hui opposé à la peine de mort et il est en faveur de l'avortement et du droit à l'adoption des couples homosexuels¹. En 2011, le conservatisme social a rejoint le nationalisme au cœur de son idéologie. Sur le plan socio-économique, le SD se situe au centre : il défend l'État providence et manifeste son soutien aux gens qui travaillent dur, aux petits indépendants, aux retraités, aux personnes âgées et aux familles². Il plaide aussi pour un chauvinisme du bien-être, en vertu duquel l'aide sociale devrait être accordée en priorité aux citoyens nés en Suède. À cet égard, l'immigration est considérée comme une menace pour l'accès aux prestations sociales des Suédois « de souche » et pour le financement de l'État providence. Bien que la sortie de la Suède de l'Union européenne soit inscrite dans son programme, le SD a assoupli son discours depuis la campagne des élections européennes de 2019. Il est donc impossible de savoir quand, comment et même si cette déclaration d'intention se traduira dans les faits. En outre, malgré leur soutien à une défense nationale, les Démocrates de Suède ont appuyé la demande d'adhésion de leur pays à l'OTAN.

Sous l'égide de Jimmie Åkesson, désigné comme président en 2005 après avoir dirigé sa section jeunes, le SD a œuvré pour être reconnu comme un parti parlementaire légitime et respectable. Cela explique notamment ses revirements politiques (voir ci-

dessus), conditions préalables pour devenir un parti crédible de gouvernement. Il a légèrement modifié son concept de nationalisme, tout comme ses exigences pour acquérir la nationalité : la question de l'héritage historique, culturel ou ethnique n'entre plus en ligne de compte pour devenir Suédois, l'important étant désormais d'apprendre la langue et d'adopter un style de vie conforme aux « valeurs suédoises ». Cela étant dit, cette formation garde toujours une ligne dure en matière d'immigration et d'intégration, comme en témoigne la pression qu'elle exerce sur le gouvernement actuel.

Qui sont les électeurs du parti des Démocrates de Suède ?

Les électeurs du SD sont principalement attirés par son discours sur la migration, l'intégration et la lutte contre la criminalité. La base électorale des Démocrates de Suède se compose essentiellement de personnes de sexe masculin. Bien que l'on ait observé une augmentation du nombre d'électorales, 25 % des Suédois et 16 % des Suédoises ont voté pour cette formation aux élections de 2022³. Cet électorat, qui vit plutôt dans de petites villes et en zone rurale, affiche une plus grande méfiance à l'égard des partis politiques, des institutions publiques et des médias traditionnels que l'électeur moyen⁴. En puisant des voix chez les Modérés et les Sociaux-démocrates, le SD a contribué à les affaiblir au cours des deux dernières décennies. En outre, le parti des chrétiens-démocrates a perdu de nombreux électeurs au profit du SD lors des élections de 2022. Après avoir attiré de plus en plus d'ouvriers et de petits indépendants, ce parti rivalise maintenant avec les

1. Ann-Cathrine Jungar et Anders Ravik Jupskås, « Populist radical right parties in the Nordic region: A new and distinct party family? », art. cit., 2014.

2. *Ibid.*

3. SVT's Vallokalsundersökning Riksdagsvalet, SVT value 2022: https://omoss.svt.se/download/18.69f812fb18327382298d3e8a/1663746207468/valu_riksdagsval_2022_viktat_0921_V3.pdf.

4. Anders Sannerstedt, « Sverigedemokraternas sympatisörer: fler än någonsin », dans Jonas Ohlsson, Henrik Oscarsson et Maria Solevid, *Ekvilibrium : SOM-undersökningen, 2015*, SOM-Institutet, 2016, pp. 161-178.

Sociaux-démocrates pour devenir le premier parti de la classe ouvrière et du monde syndical¹.

Réactions des partis traditionnels face aux Démocrates de Suède

La Suède est une démocratie parlementaire dotée d'un mode de scrutin proportionnel, avec un seuil électoral fixé à 4 %. Le nombre de partis parlementaires est passé de cinq à huit depuis la fin des années 1980. Après la Seconde Guerre mondiale, les gouvernements suédois ont été minoritaires, pour la plupart, essentiellement en raison de la pratique du parlementarisme négatif². Contrairement au parlementarisme positif, en vertu duquel une majorité de députés est nécessaire pour que le gouvernement remporte le vote d'investiture, le modèle négatif exige uniquement qu'une majorité d'élus ne s'oppose pas au gouvernement, qui est donc simplement toléré. Ainsi, le *Riksdag* a joué un rôle important pour permettre aux nombreux gouvernements minoritaires de faire passer leurs projets de loi et leurs différentes politiques : des partis ont dû les soutenir de l'extérieur et les négociations en commission parlementaire se sont avérées essentielles pour l'adoption des lois à l'assemblée.

S'il est vrai que le parlementarisme négatif rend plus aisée la constitution du gouvernement, il n'en demeure pas moins que ce dernier doit mobiliser une majorité parlementaire pour s'assurer de l'adoption du budget. Le SD a profité de la situation, comme nous le verrons ci-après, pour exercer un chantage sur les gouvernements et leur imposer le budget de l'opposition.

La montée en puissance et la percée électorale du SD ont contribué à compliquer les choses au Parlement et à rendre plus difficile la constitution des gouvernements³. En 2010, son entrée au *Riksdag* entraîne l'établissement d'un cordon sanitaire informel de la part de partis parlementaires bien décidés à ne pas négocier ni coopérer avec ce parti en raison de son origine d'extrême droite et de ses vues radicales sur la migration et l'intégration. Le bloc de centre droit (appelé « l'Alliance »), composé du parti des Modérés, des Chrétiens-démocrates, des Libéraux et du Parti du centre, possédait alors plus de sièges que le bloc Gauche-Verts. Au pouvoir depuis 2006, la coalition de l'Alliance a donc pu rester en place après les élections de 2010.

Cette stratégie d'isoler le SD a d'ailleurs entraîné un assouplissement des positions des autres partis sur la question de l'immigration. Avec le soutien du parti des Verts, le gouvernement a adopté des mesures plus libérales en matière d'asile et de migration de main-d'œuvre, ce qui s'inscrivait dans la stratégie de confrontation mise en place avec le SD. En effet, le Premier ministre Fredrik Reinfeldt, du parti des Modérés, avait affirmé clairement qu'il ne serait en aucun cas permis à ce parti d'influer – directement ou indirectement – sur la politique migratoire. L'écart entre le SD et la droite traditionnelle s'est creusé davantage lors des élections de 2014⁴. Pour empêcher les Démocrates de Suède d'exercer une quelconque influence politique, les dirigeants des partis de l'Alliance ont alors promis de démissionner s'ils remportaient moins de sièges que le bloc de gauche. Dans ces conditions, un gouvernement de l'Alliance aurait eu besoin du soutien actif du SD lors du vote d'investiture et pour tous les votes par appel nominal où la gauche voterait contre.

Les Démocrates de Suède pouvaient donc occuper une position charnière entre le centre droit et le

1. Maria Oskarson et Marie Demker, « Room for realignment: The working-class sympathy for Sweden Democrats », *Government and Opposition*, vol. 50, n°4, 2015, pp. 629-651.

2. Torbjörn Bergman, « Constitutional design and government formation: the expected consequences of negative parliamentarism », *Scandinavian Political Studies*, vol. 16, n°4, 1993, pp. 285-304.

3. Anders Backlund, « Government Formation and the Radical Right: A Swedish Exception? », *Government and Opposition*, 2022, pp. 1-17.

4. Anders Backlund, *Isolating the radical right: coalition formation and policy adaptation in Sweden*, thèse de doctorat, Södertörns högskola, 2020.

centre gauche, incapables de former une majorité à eux seuls, et faire pression sur le gouvernement. C'est ainsi qu'ils ont déclaré ne pas avoir l'intention de soutenir un exécutif ne faisant aucune concession en matière d'immigration. Afin de maintenir intacte la coalition de centre droit de l'Alliance – même dans l'opposition – et de ne pas rompre leur promesse d'isoler le SD, les partis se sont abstenus lors du vote d'investiture en 2014, ce qui a permis aux Sociaux-démocrates et aux Verts de constituer un gouvernement minoritaire avec le soutien externe du Parti de gauche.

Depuis sa position stratégique, le SD a continué de poser des problèmes aux partis traditionnels¹. En décembre 2014, il a empêché l'adoption du budget du gouvernement rouge-vert en dérogeant à une pratique constante et informelle instaurée à cet égard. Ce comportement jugé « irresponsable », s'il a sans doute ravi ses électeurs, a rendu le SD encore moins apte à faire partie d'une future coalition gouvernementale. Soucieux d'éviter la tenue d'élections anticipées, le gouvernement et les partis de l'Alliance ont réfléchi à la façon de rétablir la règle non écrite qui venait d'être bafouée par les Démocrates de Suède. Cela a abouti à la conclusion de l'Accord de décembre (*Decemberöverenskommelsen*), qui stipulait que tout candidat au poste de Premier ministre, soutenu par une coalition de partis plus importante que toute autre coalition potentielle, serait autorisé à former un gouvernement. En vertu de ce pacte, le plus grand des deux blocs pourrait constituer un gouvernement minoritaire, indépendamment du nombre de sièges obtenus par le SD. Désormais incapable d'influer sur la formation du gouvernement, ce dernier a néanmoins affirmé qu'il était « le seul parti d'opposition ». Mais finalement, sous la pression de factions dissidentes, le parti des Chrétiens-démocrates s'est retiré de l'accord moins d'un an après, mettant un terme à ce dernier.

Au moment des élections de 2018, tous les partis parlementaires se sont engagés à ne pas coopérer avec les Démocrates de Suède. Alors que les partis de centre droit avaient des positions divergentes sur la politique migratoire et sur la façon de se comporter

vis-à-vis du SD, l'Alliance n'est pas parvenue à obtenir plus de sièges que le bloc Gauche-Verts. Le Parti du centre et les Libéraux ont refusé de former un gouvernement minoritaire susceptible d'être exposé aux menaces de chantage du SD. En outre, les deux formations libérales se sont vivement opposées à la tentative des Modérés et des Chrétiens-démocrates de constituer un tel gouvernement. Au lieu de cela, le Parti du centre et les Libéraux ont négocié l'Accord de janvier, visant à soutenir et à maintenir en place l'exécutif rouge-vert.

L'influence du parti des Démocrates de Suède sur la politique du pays et les autres partis parlementaires

À la suite de la crise des réfugiés de 2015, et plus particulièrement après les élections de 2018, les Modérés, les Chrétiens-démocrates, les Libéraux et les Sociaux-démocrates ont adopté des politiques plus restrictives en matière de migration, d'asile, d'intégration et de maintien de l'ordre public. Tous, à des degrés divers, ont pris à leur compte les idées du SD, à savoir que l'immigration et l'intégration « ratée » ont été à l'origine de problèmes perçus comme très urgents par de nombreux électeurs lors du scrutin de 2022, tels que la criminalité en bande organisée et la ségrégation. Fin 2019, le parti des Modérés et les Chrétiens-démocrates ont ouvert la porte à des négociations avec le SD, à la suite de quoi le chef de ce dernier, Jimmie Åkesson, n'a pas hésité à évoquer la création d'un « nouveau bloc conservateur » susceptible de constituer une base solide pour une future coalition. Après de houleux débats internes, le Parti libéral a changé sa position vis-à-vis des Démocrates de Suède et, en 2021, s'est joint à ces trois partis pour plaider en faveur d'un gouvernement de centre droit. Ils ont évoqué la lutte contre la criminalité et la politique énergétique dans des déclarations communes, notamment, et ont même parfois

1. *Ibid.*

fait campagne ensemble. Ils n'ont toutefois pas reçu l'adhésion du Parti du centre, fermement opposé à toute coopération avec le SD.

Le discours politique des Démocrates de Suède s'est donc normalisé et ne présente plus tellement de différences par rapport à celui de la plupart des autres partis. C'est aussi vrai, dans une large mesure, pour le Parti social-démocrate qui, depuis 2015, suit une ligne plus dure en matière d'asile et de regroupement familial. Lors de l'afflux d'immigrants et de leurs proches en 2016, ce parti a réagi en adoptant des mesures législatives temporaires qui sont en 2021 devenues permanentes. Il a toujours été strict sur la politique migratoire au cours de son histoire et rien n'indique qu'il revienne sur ses positions et préconise une politique plus libérale sur ces questions¹. De même, ses vues dans le domaine de la lutte contre le crime organisé sont proches de celles exprimées par le gouvernement actuel de centre droit. En outre, certains de ses dirigeants ont déclaré que les politiques d'intégration du parti avaient échoué et invoquent même des arguments ethniques, au lieu des principes socio-économiques d'usage, notamment dans leur approche en matière d'emploi et d'éducation pour faire face aux problèmes de ségrégation dans la société suédoise. Pendant la campagne électorale, l'ancien ministre de l'Intérieur, Anders Ygeman, a suggéré que 50 % d'habitants non nordiques, au maximum, devraient être autorisés à vivre dans les quartiers résidentiels sensibles. Et l'ex-Première ministre, Magdalena Andersson, a déclaré qu'elle ne voulait pas voir de « *Chinatowns, Somali-towns* ou *Little Italys* en Suède ». Les Sociaux-démocrates ont commencé rapidement à adopter un discours proche de celui du Parti social-démocrate danois, qui s'est livré à une véritable surenchère vis-à-vis du parti danois d'extrême droite.

Ainsi, en une décennie, le SD a radicalement transformé le paysage politique de la Suède sur le plan de la concurrence entre les partis, de la formation du gouvernement, du débat politique et de la prise de décision. Petit à petit, les formations traditionnelles

ont accepté et adopté les idées de ce parti d'extrême droite, notamment sur les questions de migration, d'intégration et de maintien de l'ordre public. La question que l'on se pose maintenant est la suivante : dans quelle mesure ce tournant conservateur va-t-il dénaturer la Suède, connue dans le monde entier pour être un pays moderne, ouvert, tolérant et progressif à l'égard de la politique migratoire, du multiculturalisme, de l'internationalisme, de l'égalité des sexes, des droits LGBTQ, de l'environnement et du climat ?

En guise de conclusion, peut-on tirer des leçons de l'exemple de la Suède pour réussir à endiguer l'influence des partis d'extrême droite ? La stratégie d'isoler les Démocrates de Suède répondait à l'objectif de les empêcher d'influer sur les politiques en matière de migration et d'intégration, entre autres, tout en imprimant un stigmate social pouvant dissuader les électeurs de se tourner vers ce parti nationaliste. Mais cela n'a finalement pas empêché les Suédois de voter pour lui. Et même si ce parti n'a exercé aucune influence directe – jusqu'à présent – sur le processus de prise de décision proprement dit, il a profité de sa position charnière pour faire pression sur l'adoption du budget et la formation de l'exécutif, comme nous l'avons vu plus haut. Le SD a eu un impact indirect sur les autres partis politiques, puisque tous, à des degrés divers, se sont approprié son discours et son orientation politique en matière de migration, d'asile, d'intégration et de maintien de l'ordre public, dans l'espoir de récupérer les électeurs qui les avaient désertés. Force est de constater, cependant, que cette stratégie n'a toujours pas porté ses fruits, puisque le SD est devenu en dix ans le deuxième parti le plus important de Suède. Le fait de rester dans l'opposition et de n'assumer aucune responsabilité politique l'a évidemment aidé à remporter de plus en plus de voix lors des trois dernières échéances électorales. Mais désormais parti de soutien au gouvernement, le SD pourra être amené à rendre des comptes sur les politiques adoptées, ce qui pourrait marquer la fin de cette formidable ascension.

1. Jonas Hinnfors, Andrea Spehar et Gregg Bucken-Knapp, « The missing factor: Why social democracy can lead to restrictive immigration policy », *Journal of European Public Policy*, vol. 19, n°4, 2012, pp. 585-603.

Table des matières

01	Avant-propos
03	En France, l’embarras des formations politiques face aux députés RN
04	Le Rassemblement national : une longue marche vers la dédiablement
05	Les succès politiques de cette stratégie de dédiablement
07	L’embarras des formations politiques face à la présence massive du RN à l’Assemblée nationale
10	Conclusion
13	En Allemagne, l’AfD entre présence parlementaire et contre-attaques démocratiques
13	AfD : identité politique et degré d’extrémisme
15	L’AfD au Parlement allemand (Bundestag) et dans les parlements régionaux
17	Les réactions des forces démocratiques
18	Synthèse
21	En Espagne, la question du cordon sanitaire autour de Vox
21	Brève histoire de Vox
22	Le système parlementaire espagnol
23	L’action politique de Vox
23	Pour ou contre le cordon sanitaire ?
27	Face au FPÖ, les partis autrichiens entre prise de distance et coalitions gouvernementales
27	Introduction
27	Le Conseil national et les droits de contrôle de l’opposition
28	Le programme politique du FPÖ
29	L’attitude du FPÖ au Conseil national
29	L’attitude des autres groupes politiques à l’égard du FPÖ
30	Conclusion : intégration ou distanciation ?

- 33 Les réactions des partis parlementaires de Finlande à la percée électorale du Parti des Finlandais (2011-2022)
- 33 Le Parti des Finlandais est-il d'extrême droite ?
- 33 Qui sont les électeurs du Parti des Finlandais ?
- 34 Le Parlement finlandais est-il un exemple d'efficacité et de consensus ?
- 34 Le Parti des Finlandais au Parlement
- 36 Réactions des partis traditionnels face au Parti des Finlandais
- 37 L'influence du Parti des Finlandais sur la politique du pays et les autres partis parlementaires
- 38 Un essor rendu possible par de puissants alliés ?

- 39 La normalisation du parti
Comment le parti des Démocrates de Suède est passé de l'isolement au gouvernement
- 39 Une influence politique sans ministres
- 40 Idéologie et structure du parti des Démocrates de Suède
- 40 Racines idéologiques et direction actuelle
- 41 Qui sont les électeurs du parti des Démocrates de Suède ?
- 42 Réactions des partis traditionnels face aux Démocrates de Suède
- 43 L'influence du parti des Démocrates de Suède sur la politique du pays et les autres partis parlementaires

Collection dirigée par Gilles Finchelstein et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, cité Malesherbes – 75009 Paris

www.jean-jaures.org

Derniers rapports et études :

12_2022 : Des « gilets jaunes » à l'inflation. Une réinvention forcée de la consommation ?
Michel-Édouard Leclerc, Dominique Levy Saragossi

11_2022 : Lutter contre la fast fashion. Huit propositions pour transformer l'industrie de la mode à l'échelon européen
Fanny Hervo

10_2022 : Enquête Climat. L'opinion dans 30 pays
Collectif

10_2022 : Dans la tête des éco-anxieux. Une génération face au dérèglement climatique
Marie Caillaud, Rémi Lauwerier, Théo Verdier

09_2022 : Pour une garantie de revenu réellement universelle. Une approche pragmatique
Marc Wolf

09_2022 : Justice restaurative. Bilan et perspectives
Erwan Dieu, Stéphane Jacquot

08_2022 : Les Français et la fatigue informationnelle. Mutations et tensions dans notre rapport à l'information
Guénaëlle Gault, David Medioni

07_2022 : La société de supermarché. Rôle et place de la grande distribution dans la France contemporaine
Jérôme Fourquet, Raphaël Llorca

06_2022 : Une autre redevance est possible. Pour un financement affecté mais plus juste de l'audiovisuel public
Julia Cagé

06_2022 : Dans la tête des abstentionnistes. À l'écoute de ceux qui se taisent
Raphaël Llorca, Laurence de Nervaux

05_2002 : Une occasion manquée. Retour critique sur la campagne présidentielle de Yannick Jadot
Denis Pingaud

 [fondationjeanjaures](https://www.facebook.com/fondationjeanjaures)

 [@j_jaures](https://twitter.com/@j_jaures)

 [fondation-jean-jaures](https://www.linkedin.com/company/fondation-jean-jaures)

 www.youtube.com/c/FondationJeanJaures

 [fondationjeanjaures](https://www.instagram.com/fondationjeanjaures)

www.jean-jaures.org


Fondation
Jean Jaurès
ÉDITIONS